



Photo prise à l'automne 944 sur les marches du Palais de justice de Périgueux. Yves Péron est en uniforme et portant lunettes. A sa droite, portant banches molletières, Ranoux. Source photo : Archives de Marcel Larocque.

Yves Péron, un dogmatique et thuriféraire stalinien en Périgord

Par Jean-Jacques GILLOT

Péron fut l'archétype du militant communiste appliqué à la tâche et gravissant rapidement les échelons. Dans l'intérêt de sa propre personne mais aussi de son idéologie, il participa à la construction d'une version mythifiée de la Résistance. Pendant cinquante ans, après son apprentissage en Île-de-France à l'époque où Paul Bouthonnier avait été l'homme fort du bolchevisme en

Périgord, son parcours fut continument celui d'un homme d'appareil comme les organisations fermées en suscitent. Jusqu'à son décès survenu en 1977, il entretint une totale dévotion envers l'image soviétique et un permanent alignement sur le système central, ne souffrant, au surplus, aucune contestation à sa propre directivité.

Un apparatchik prometteur

La partie de famille Péron restée en Bretagne se maintint toujours à l'écart du débat politique¹. Mais Auguste Péron, né en 1885, ancien combattant de 14-18, plombier au service des eaux de la ville de Paris, était devenu adhérent communiste en 1935. Remarqué comme militant clandestin, condamné et remis aux Allemands, il décéda au camp de Buchenwald².

Né à Plounérin, dans les actuelles Côtes-d'Armor, le 2 août 1914, Yves-Marie Péron fut un militant précocement fiché « PR » (propagandiste révolutionnaire) par l'armée et la police. À treize ans, il était devenu apprenti chaudronnier à Montreuil-sous-Bois, dans le département de la Seine d'alors. Par la suite, il entra un temps momentanément dans une entreprise de canalisations, au n° 145 de l'avenue de Saint-Ouen, à Paris.

D'après ses notes ultérieures : « *Ce n'était pas une période facile* » et il encourut déjà une première poursuite judiciaire pour entrave à la liberté du travail³. Malgré son peu de temps dans le métier, il se décrivit comme un « *ouvrier du bâtiment* » tout au long de sa carrière politique.

En 1929, Péron avait pris sa carte à la CGTU – « U » comme « unifiée » mais pourtant issue de la scission de la CGT après le congrès de Tours. La scission de la CGT avait eu lieu au congrès de Lille en 1921 et la tendance communiste (CGTU) était devenue minoritaire. Deux ans plus tard, il avait adhéré aux *Jeunesses communistes* dont il était rapidement devenu membre du comité central⁴. Remarqué à la cellule n°45 basée au café Weiss, à Montreuil,

1 Enquête des RG des Côtes-du-Nord (rapport de 9 pages, 4 février 1956, in dossier Péron, CAC Fontainebleau, cote 1980.0280).

2 Blanc RG (sans date) et entretien avec Daniel Péron. Une rue de Montreuil-sous-Bois porte le nom d'Auguste Péron au titre de « résistant ».

3 Brouillon dactylographié, six pages, sans date (archives de René Chouet).

4 Selon sa biographie de 1945, il avait adhéré au *Secours rouge* en 1932, aux Jeunesses communistes et à la CGTU en 1933 (arch. du comité central du PCF, Paris).

l'historique Daniel Renoult l'avait pris sous son aile⁵. Il aurait été blessé lors des manifestations de février 1934 mais n'en suivit pas moins les cours de l'école centrale de la CGTU, puis d'un centre régional du parti thorzien. De quoi appartenir, sans être passé par l'école léniniste de Moscou, à la « *commission idéologique de Paris-Est* ». Responsable de la diffusion de la presse dans ce secteur, il avait été admis à des conférences de rédaction de *L'Humanité* et participé au congrès communiste mondial « *contre la guerre et le fascisme* », salle Pleyel, à Paris, en 1933⁶. On le trouva aussi à une conférence de l'*Internationale ouvrière* qui eut lieu à Genève deux ans plus tard⁷.

Entre ces dates, Péron avait effectué son service militaire au 1^{er} régiment du Génie, à Strasbourg. Mobilisé au grade de 2^e classe à la déclaration de guerre de 1939, et même si ce fut pendant « *la drôle de guerre* », il écrivit par la suite avoir passé « *210 jours dans la zone de combat* » en Sarre. De même, il assura avoir diffusé des documents pacifistes qui faisaient surtout l'éloge de l'URSS à l'époque des pactes germano-soviétiques⁸. Sur le motif de prosélytisme communiste, interdit depuis septembre 1939, Henri Danty, commissaire de la police urbaine de Montreuil-sous-Bois, appréhenda son concitoyen, le 7 avril 1940, pour détention de propagande prohibée lors d'une permission⁹.

Pour autant, dès juin 1940, Danty, préalablement classé « *ennemi du Reich* », fit partie d'un groupe de huit commissaires parisiens qui furent « *interpellés immédiatement et déportés en Allemagne pendant quelques semaines ou quelques mois malgré les protestations du préfet Langeron* »¹⁰.

5 Daniel Renoult (1880-1958). « *Journaliste, militant révolutionnaire, un des fondateurs du Parti communiste français. Fit partie des organismes dirigeants du Parti. Maire de Montreuil. Participe activement à la Résistance. Arrêté par les nazis [après avoir été relâché par le tribunal militaire de Périgueux en 1940], s'évada en 1944 de la citadelle de Sisteron* » (Duclos et al., p. 756). Voir aussi notice au dictionnaire biographique Maitron, 1914-1939, tome 40.

6 En 1932, sous l'impulsion d'Henri Barbusse et de Romain Rolland, s'était déjà tenu un congrès antifasciste et contre la guerre aux Pays-Bas. La réunion des deux lieux consécutifs a donné lieu au terme de « *congrès Amsterdam-Pleyel* ».

7 Note RG Périgueux au préfet, n° 635, 7 avril 1975 (arch. dép. Dordogne, série 1.592 W).

8 Notes personnelles de Péron (circa 1975, in arch. Chouet) et discours d'obsèques de Guy Besse représentant le bureau politique du PCF (6 juin 1977).

9 Rapport du commissaire urbain de Montreuil-sous-Bois au directeur central de la police judiciaire, 9 avril 1940 (dossier Péron, arch. préf. police Paris, cote P.7).

10 Luc Rudolph, *Policiers rebelles* (SPE Militaria, 2014, p. 31). Pour sa part, ancien membre du cabinet de Clemenceau, préfet de police de la Seine depuis mars 1934 quand il succéda à Jean Chiappe. Maintenu à son poste par les gouvernements successifs de *Front populaire*, Roger Langeron avait mis en place une politique publique très anticommuniste depuis sa prise de fonctions et créé les Brigades spéciales. D'abord destitué par les Allemands, il reprit son poste (dossier de personnel, arch. nat., site de Pierrefitte-sur-Seine, pièce n° 2010.0260/3).

Les débuts d'un long périple semi-carcéral

Immédiatement incarcéré à la prison parisienne de la Santé, Péron y aurait connu le truand Jo Attia, « *appris à jouer aux cartes et à préserver sa gamelle, si ce n'est plus* »¹¹. Sa première épouse, Isabelle Loris, lui trouva alors un avocat¹². D'après Jacques Lagrange, elle appartenait à une famille de comédiens d'affinités communistes¹³. Mais Péron n'eut pas le temps d'être jugé. Deux mois après son incarcération, il fut précipitamment évacué vers le sud avec des centaines de détenus et leurs gardiens, sous la garde de tirailleurs ayant reçu des ordres particulièrement stricts.

Après un périple éprouvant, il retrouva son mentor Renoult au camp de Gurs (Basses-Pyrénées), à l'îlot B peuplé par de 1.121 « *indésirables français* » classifiés éléments « *préventionnaires* », largement venus d'Île de France et de Bordeaux¹⁴. En effet, les détenus politiques de la prison du Cherche-Midi et de la Santé avaient été transférés, via le camp des Grouës et l'ancienne verrerie de Cepoy (Loiret) avant de passer par Bourges (Cher)¹⁵. À cet égard, il est désormais établi qu'au cours de marches forcées, des traînants et des fuyards furent sommairement exécutés par la troupe¹⁶.

L'écrivain communiste Léon Moussinac suivit un itinéraire comparable à celui de Péron. Par la suite, il fut son compagnon de détention à la prison militaire de Nontron. De son séjour à Gurs, il laissa son souvenir des

11 Joseph Attia (1916-1972), repris de justice de longue date ancien des *Bat d'Af*, non prisonnier de guerre en 1940, est réputé avoir été résistant. Il fut déporté à Mauthausen avant de s'associer au SAC gaulliste contre l'OAS et en d'autres occasions scabreuses.

12 « *Yves Péron, 42 rue de La Santé, Paris 14^e* » (lettre du 13 avril 1940 communiquée par son fils Daniel). L'incarcéré figura au registre d'écrou de la prison sous le n° 2.853 (communication de Jacky Tronel).

13 En 1936, le PCF produisit le film de Jean Renoir, *La vie est à nous*. Parmi les acteurs, il y eut Fabien Loris – de son nom de scène - au côté de dirigeants communistes dans leur propre rôle. On le retrouva, l'année suivante, dans un film de Jean-Paul Dreyfus (dit Le Chanois), *Le temps des cerises* et il appartint à l'ensemble théâtral *Groupe Octobre* avec Jacques Prévert.

14 Le site, détruit en 1946, a été réaménagé en lieu de mémoire (Natacha Thuillier, « Pierre symbolique au camp de Gurs », *Sud-Ouest*, 21 octobre 2005).

15 Ibidem supra et Claude Laharie, op.cit., pp. 150 sq. Voir aussi rapport au chef de camp de Gurs (arch. dép. Pyrénées-Atlantiques, cote M 500/12) in Tronel, *Le repli de la prison militaire de Paris à Mauzac (Histoire pénitentiaire, vol. 1, ministère de la Justice, juin 2004)*.

16 Tronel, mémoire *La Prison militaire de Paris autour de l'Exode* (ÉHÉSS, Paris, 2007).

républicains espagnols internés là : « *Gurs ! Se ranime en moi le souvenir de ces lettres désespérées, de ces appels pitoyables et si dignes que j'ai longtemps reçu de la part des miliciens espagnols (...). Un nom lugubre, Gurs !* »¹⁷. La capacité théorique du camp béarnais s'élevait à 16.500 personnes. Il était découpé en secteurs et regroupait 400 baraques. Plus de 60.000 internés s'y succédèrent entre 1939 et 1944 et il en partit six convois de déportés juifs, souvent allemands, vers l'extermination à Auschwitz.

Sur les 443 internés « *repliés* » de région parisienne, 222 étaient des réfractaires ou des déserteurs de l'armée¹⁸. Il est acquis que 165 d'entre eux étaient des détenus politiques généralement communistes. Par la suite, sur ce nombre, 82 obtinrent des ordonnances de non-lieu¹⁹ ou de mise en liberté provisoire. Pour leur part, 65 furent condamnés par la justice militaire. Sitôt l'été 1941, quinze « *Gursiens* » devinrent otages de l'ennemi. Trois décédèrent en détention ou purent s'évader²⁰.

Il est utile de signaler que dans le camp marécageux se trouvèrent aussi des sympathisants pro-allemands, souvent d'extrême droite, tels Serpeille de Gobineau ou Robert Fabre-Luce²¹. Comme l'a narré Claude Laharie, ils voisinèrent avec des activistes anarchistes, trotskistes et surtout pro-soviétiques à qui il était « *reproché d'avoir tenu des "propos défaitistes" (justification du pacte germano-soviétique, célébration de l'internationalisme de classes), d'avoir "abandonné leur travail" (refus de travail dans certaines usines de guerre, grèves) ou d'avoir tenté de "reconstituer une organisation dissoute* ». ²².

17 Cité par Claude Laharie (op.cit., p. 152). Tiré de Léon Moussinac, *Le Radeau de la Méduse* (Hier et Aujourd'hui, 1945). Il y eut 25.577 Espagnols et 6.808 volontaires des *Brigades internationales* internés à Gurs. Y naquirent des contacts pour la résistance ultérieure. Parmi 26.641 juifs français et étrangers, 1.470 Français et 63 gitans, se trouvèrent de nombreux déportés et 1.072 moururent sur place (plaquette du ministère de la Défense, 2003).

18 Tel Louis Lecoin, qui fut à l'origine de la loi de 1963 sur l'objection de conscience. En septembre 1939, il avait apporté son soutien à la pétition *Pour la Paix immédiate* : « *Le prix de la paix ne sera jamais aussi ruineux que le prix de la guerre (...) Réclamons la paix ! Exigeons la paix !* » (Tronel, contribution précitée, p. 32).

19 Léon Moussinac et Daniel Renoult furent relaxés mais le second se fit interner à Sisteron.

20 Tronel, contribution précitée, p. 24.

21 Comme dans l'affaire du collaborateur Lapuyade, une ordonnance de non-lieu fut consentie à ces deux activistes par le juge d'instruction militaire Louis Fabre, le 6 août 1940 (Laharie, *Le camp de Gurs, 1939-1945*, op. cit., p. 153).

22 Ibidem supra.

Au moins trois Périgordins d'origine furent internés à Gurs. Eux aussi étaient passés par la prison de la Santé et son annexe du Cherche-Midi avant d'être transférés en zone non occupée. Le premier fut Gaston Dupoy qui releva de la détention politique. Plus tard, il témoigna du rôle de Péron lors d'un curieux épisode de l'été 1940 au cours duquel le Breton aurait « *enlevé le drapeau nazi* ». Pour autant, le spécialiste des lieux, Claude Laharie, nous a déclaré ne pas avoir eu connaissance de cette affaire²³.

Un autre captif périgordin se nommait Robert Joubert. Dessinateur industriel chez le motoriste Gnome-et-Rhône, puis employé aux usines Renault de Boulogne-Billancourt, il avait rencontré sa femme au temps du *Front populaire*. Lui aussi avait été inculpé d'infraction au décret du 26 septembre 1939 dissolvant le parti communiste et ses annexes avant d'être écroué le 27 mai suivant. Le 16 décembre, il fut acquitté par le tribunal militaire de Périgueux. Par la suite, il passa tout de même par le camp bergeracois de Mauzac. Père d'un fils en 1942, il ne fit plus guère parler de lui même s'il resta fidèle à ses convictions avant de décéder à Saint-Aulaye en 1985²⁴.

Pour sa part, Marcel C., né à Périgueux le 4 mai 1913, accusé de désertion sans que ne soit explicitement connue une raison idéologique, avait été envoyé en détention à Gurs depuis le 17 mai 1940.

Les suites carcérales de Péron et les premières interrogations

Bien que les imprimés de rédaction des autobiographies communistes aient appelé les militants à « *répondre aux questions ci-dessous sans oublier le moindre détail* », Péron ne fut pas très prolixe sur son temps d'incarcération²⁵. Simplement, il indiqua des lieux successifs de détention. Selon la déclaration de Roger Gorse, son successeur à la tête de la fédération communiste locale, il commença à connaître le Périgord lors de son internement au centre de fortune installé dans les bâtiments de l'usine de la Perlerie, quartier des Barris à Périgueux, « *en octobre 1940* »²⁶.

23 Entretien avec Claude Laharie.

24 Robert Joubert, né le 26 février 1913 à Saint-Aulaye, n° d'écrou 601 au Cherche-Midi (information de Jacky Tronel ; entretien avec Janine Faure, cousine de l'intéressé ; Gillot, *Chroniques des années de guerre en Périgord*, op. cit.).

25 En 1946, la formule officielle était : « *Expliquez-vous clairement, sans phrases inutiles, mais sans omettre le moindre détail qui puisse éclairer le Parti auquel vous ne devez rien cacher* ».

26 Témoignage de Roger Gorse, ancien secrétaire fédéral communiste en Dordogne qui assimile cette situation à des faits de résistance (déclaration publique, Périgueux, 26 novembre 2004). En fait, c'est durant la première quinzaine de novembre 1940 que Péron fut à La Perlerie car l'ancienne usine

Le « colonel de l'armée communiste, membre de quinze organisations », selon les termes du commissaire du gouvernement, aurait été mal défendu par « l'avocat facho Desdemaines-Hugon, commis d'office et qui l'enfonça »²⁷. Sous la présidence du lieutenant-colonel Auguste Royal – prisonnier de guerre évadé et grand-père de la bien connue Marie-Ségolène du même nom - il fut condamné à cinq ans de détention, assortis d'une amende de 10.000 francs et d'une interdiction de séjour du double de sa peine, par le tribunal militaire, le 13 novembre suivant.

Péron, passa un temps par le camp de Mauzac et la centrale d'Eysses, à Villeneuve-sur-Lot, encore peuplée d'une forte colonie de droits communs. On l'y remarqua : « Yves Péron, transféré de Mauzac en avril 41, commence ainsi un cycle de quatorze prisons, presque un record »²⁸. Par la suite, personne ne se risqua jamais à demander ouvertement pourquoi un tel « irrécupérable » n'avait pas été transféré dans quelque camp algérien comme il en advint autant des députés communistes que de certains militants de moindre fretin.

Par contre, René Coustellier le fameux « Soleil » pour lequel on a souvent pu fortement hésiter quant à ses déclarations foudroyantes, devenu son contempteur attitré et son ennemi juré, accusa Péron d'avoir souscrit au « serment d'allégeance à Pétain ». Mais l'incontestable traitement de faveur accordé à l'apparatchik pendant plus de deux ans à la prison de Nontron comme l'ultérieure disparition du dossier de justice militaire du condamné permettent effectivement de s'interroger sur les relations entre Péron et le directeur de la prison²⁹.

Envoyé à l'ancienne prison d'arrondissement du Périgord Vert qui avait été rouverte après sa désaffectation en 1926, Péron y resta d'avril 1942 à mai 1944. Il

abritait alors les inculpés « *le temps de leur procès* » (Tronel, *Panorama de l'internement en Dordogne*, juillet 2005).

27 Entretien avec Roger Gorse (Périgueux, 16 juin 2000). La famille Desdemaines-Hugon n'a pas retrouvé d'archives sur l'affaire Péron et la petite-fille de l'avocat n'a jamais entendu parler de l'affaire entretien, Le Buisson, 5 août 2020). De fait, le jugement du tribunal militaire indique que la défense de l'accusé avait été exercée par Amédée de Lacrouzille.

28 Voir Michel Reynaud, Jean Cantaloup et Jean Ringeval, *Eysses contre Vichy* (Tirésias, s. d., p. 18) et Jean-Guy Modin, *Le Bataillon d'Eysses*. Sur Ringeval, notice in Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord* (op. cit.).

29 Les dossiers de près de cent quarante prévenus devant le tribunal militaire de Périgueux furent enlevés par les FTP en août 1944 (entretien avec le lieutenant-colonel Matignon, chef du dépôt de justice militaire du Blanc, 18 janvier 2000). Ainsi, Daniel Péron nous a indiqué avoir remis le dossier de son père à la fédération communiste après son décès. Laquelle organisation nous a toujours indiqué ne pas posséder d'archives...

y connut « *les trente ou quarante communistes répartis en deux ou trois cellules collectives* » : l'intellectuel Michel Bloch, l'ancien ouvrier métallurgiste cévenol Gabriel Roucaute ou bien l'instituteur languedocien Raoul Calas³⁰. Comme il n'avait pas directement suivi les enseignements moscovites, Roucaute compléta alors ses connaissances.

Selon le capitaine André Pointeau, directeur de la prison voué à une exécution sommaire par les FTP, au Roc Branlant, sur la commune de Saint-Estèphe à l'été 1944, le condamné fut « *particulièrement dévoué* » à Jean Chaintron, un révolutionnaire professionnel qui avait déjà fait parler de lui. En 1946, lors de ses derniers mois de préfet du gouvernement provisoire en Haute-Vienne, l'ancien agitateur en Algérie et commissaire politique en Espagne républicaine fit parvenir des documents à son ancien compagnon de détention sur leur époque commune³¹.

Des relations exceptionnelles avec l'extérieur

Pour des raisons qui ne sont pas reconnues, Péron disposa d'un régime de semi-liberté assez peu commun qui le conduisit notamment à travailler dans l'entreprise du fabricant de chaussures devenu distillateur, Yves Massy, puis dans celle de bâtiment de Charles Baglione³². Selon le témoignage de sa famille d'accueil, le détenu ne put initialement s'empêcher d'essayer de convertir son employeur. Mais, il sut se plier à la réprobation d'un Piémontais au caractère bien trempé qui l'invita fermement à s'abstenir de tout prosélytisme. Ils nouèrent alors des relations d'estime et les parents de Péron, restés en région parisienne, purent bénéficier un temps de l'envoi de colis bienvenus de ravitaillement.

30 Jean Chaintron, *Le vent soufflait devant ma porte*, p. 238 (achèvement et publication posthume par sa seconde épouse, Le Seuil, 1993). La prison militaire détint aussi l'énigmatique Mosellan Marcel Thisse condamné en 1942 pour trahison au profit de l'Allemagne. Libéré l'année suivante à la demande insistante de l'occupant, il n'en fut pas moins déporté par ses soins et mourut peu après (Gillot et Audoux, *Les mystères du Périgord*).

31 Jean Chaintron, ouvrier et autodidacte, adhéra au parti communiste en 1931. Il fit un séjour en URSS. Membre du triangle directeur clandestin en zone non occupée, à partir de juillet 1940, il fut arrêté en mars 1941 et emprisonné à la prison militaire de Nontron. Exclu du PCF en 1962, lui aussi adhéra au PSU. Ce fut en 1967.

32 Selon René Caille, dirigeant SFIO d'après-guerre, Péron travailla effectivement aussi chez Yves Massy, futur conseiller général socialiste de Piégut-Pluviers (entretien avec l'auteur, 1^{er} janvier 2001). Conversations avec Marie-Louise Baglione, veuve de l'ancien employeur (Nontron, 2002), avec son fils Henri et entretiens multiples avec Daniel Péron, fils du détenu. La famille Baglione n'a pas conservé d'archives mais ses déclarations ont été constantes.

Isabelle Loris décéda peu après. Mais à Nontron, « *dans sa tenue blanche de prisonnier* », l'interné à mi-temps ne saisit pas, vingt-cinq mois durant, les occasions quotidiennes de s'échapper. Pendant ce temps, les seuls autres détenus à sortir – et encore, sous surveillance – étaient commis au ramassage des poubelles comme l'a rappelé Jean Bardoulat alors élève au collège de Nontron. En 1943, un « gardien » de six ans, Henri Baglione, accompagnait Péron auprès de ses geôliers³³. Il fut l'un des mieux nourris si l'on considère une photographie d'identité prise près de deux ans après son arrivée³⁴.

Interné à la même prison, du 13 juin 1941 au 10 juin 1944, Michel Bloch a laissé ses mémoires sur cette période et sur ses codétenus. Avant son arrestation, à l'été 1940, il avait reçu de l'émigré périgordin Guy Périllhou le secrétariat clandestin du parti dissous, à Thiers (Allier). Peu rompu aux pratiques de la sorte, Bloch avait été arrêté quatre mois après et condamné à cinq ans de détention par un tribunal militaire pour propagande prohibée³⁵. Il a évoqué Péron comme « *un militant extrêmement averti, très jeune, très combatif, très brave, qui est devenu un grand ami* ». Mais il précise autant les rigueurs de l'alimentation que le fait qu'il ne sortit lui-même de la prison qu'une seule fois en trois ans, « *pour aller chez le dentiste* ».³⁶

L'ancien journaliste du quotidien *Sud-Ouest* à Périgueux, Dominique Richard, a quelque peu participé à tracer l'itinéraire de Péron. Il a indiqué que les conditions de détention de l'apparatchik, du moins à la prison de Nontron, n'avaient « *pas toujours été très rigoureuses* » et que sa non évasion malgré son régime carcéral à mi-temps relevait d'une possible explication : « *Le PC qui souhaitait conserver certains hommes de confiance lui avait peut-être demandé de ne rien tenter en matière d'évasion* »³⁷.

33 Témoignages réitérés de Jean Bardoulat et d'Henri Baglione, fils de Charles (2005) ; dossier de police de Péron (CAC Fontainebleau, cote 1989.0464).

34 « *Péron Yves, matricule 3.202, 21 janvier 1943* » (Gillot et Lagrange, *L'Épuration en Dordogne selon Doublemètre*, p. 70).

35 Sur Périllhou et son rôle dans le financement du parti communiste, voir le chapitre 13 de notre ouvrage *Les communistes en Périgord*.

36 Site Internet « *laurentbloch.org* » (2005). Michel Bloch donne aussi d'intéressants portraits de Jean Chaintron qui avait été le « *responsable de la reconstitution du parti en zone sud* ». Gracié de sa condamnation à mort, il devint ensuite l'attaché de cabinet du préfet Chaintron en Haute-Vienne. Bloch évoque aussi Gabriel Roucaute, Raoul Calas et d'autres communistes dont le corrézien Clovis Chirin, autre éphémère dirigeant clandestin en Périgord, sous Vichy.

37 *Le roman noir du Périgord* (p. 82).

Les relations avec l'extérieur existèrent pourtant bien à la prison du Périgord Vert. Ainsi, en 1943, le réfugié lorrain Ernest Trouvé fut relégué de ce fait dans le camp tarnais de Saint-Sulpice-la-Pointe. D'après René Chouet, son dévoué pendant plus de trente ans, Péron resta en relation avec le parti clandestin « *par l'intermédiaire d'une habitante de Périgueux* » identifiée comme se nommant Odette Courant³⁸. En 1943, il se trouvait encore pour plusieurs mois à Nontron quand Méлина Faure et des militantes « *lé-gales* » des FTP assuraient le soutien moral et matériel des internés³⁹. Dans sa biographie du 1^{er} juillet 1945 consultée par nos soins au siège national du PCF, Péron attesta du maintien de ses propres liaisons : « *Jamais perdu le contact [avec le parti communiste] sauf à certains moments en prison* ».

Des états résistants bâtis sur le sable

Toutes proportions gardées et en dépit d'universitaires assez peu déterminés à entrer dans les réalités, mais à l'égal d'historiens sérieux à propos des mythes devenus insupportables, il fallait bien en arriver à rétablir la vérité sur Péron, tellement celui-ci alla jusqu'à se faire apparaître comme l'organisateur de maquis précoces ou à se présenter comme le concepteur avisé de « la libération de Périgueux et de Bergerac »⁴⁰. Or, pour tout aggraver, ces affabulations furent avancées dans un parti où, selon la formule portée sur les autobiographies renouvelées des militants, les militants devaient « *s'expliquer clairement, sans omettre le moindre détail et ne rien cacher* »⁴¹.

Un « résistant de l'intérieur »

Jean Chaintron avait aussi connu la prison militaire de Nontron pendant plus de trois ans. Il fut dans une situation comparable à celle de Péron, à ceci près

38 Odette Courant fut ultérieurement identifiée comme demeurant 6, rue Font-Laurière. Mais la rétention à l'ouverture de 50 m linéaires de dossiers RG aux archives départementales de la Dordogne, depuis 2007, ne nous a pas permis d'en savoir plus sur elle.

39 Entretien avec Méлина Faure et citation de ses écrits dans notre thèse de 2007 et sa version grand public, *Les communistes en Périgord*, préfacée sur huit pages par Stéphane Courtois.

40 Fête du journal communiste *Le Travailleur alpin*, Grenoble, 31 juillet 1949, rien de moins que « *(le camarade Péron, un) vieux militant du PC qui a organisé avec André Dufour les premiers maquis dans la région du Sud-Ouest* » (rapport des RG de l'Isère, dossier de police de Péron, CAC Fontainebleau, cote 1980.0280).

41 Notice sur Péron in Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord* (4 pages). Sur « *François 1^{er}, le mythe déboulonné* », lire Grégoire Morizet (*Sud-Ouest*, Dordogne, 20 juin 2015).

qu'il ne bénéficia pas d'un régime carcéral aménagé. Ultérieurement, il témoigna de l'importance que tinrent les causeries politiques. Malgré la tardiveté de ses écrits et le recul qu'il avait pris avec le parti communiste, l'ancien brigadiste et agitateur cita explicitement son camarade, fut-ce en orthographiant mal son nom.

L'autre apparatchik établit une distinction entre les détenus de Nontron et il confirma la préservation délibérée des cadres communistes à des fins ultérieures alors que la structuration des groupes FTP tardait à venir : « *Il existait entre communistes et résistants (sic), une organisation pour assurer la solidarité, l'entraide, une certaine discipline afin que tous les camarades soient dans le meilleur état possible à la sortie afin de servir encore le Parti et la cause* ».

Son récit poursuit : « *Il fallait éviter la dégradation physique, élever le moral et les connaissances de chacun d'entre nous (...). Ceux qui étaient comme moi militants professionnels exposaient la doctrine (...). Les mois passaient. Nous suivîmes le déroulement de la guerre, tout en échafaudant des plans d'évasion. (Mais) la surveillance était sévère, chaque tentative manquée coûtait quelques jours de cachot et un renforcement de la discipline (...). [Pour avoir protesté contre quarante jours de mitard qui m'avaient été infligés] le camarade Perron (sic) fut envoyé me rejoindre au trou, une quinzaine* »⁴².

En tout état de cause, le détenu ne chercha pas à s'évader alors qu'en zone non occupée Georges Lassalle, ancien maire du Boucau, interné à Gurs, s'échappa lors d'un transport dès le 9 novembre 1940. De même, Fernand Grenier, Eugène Hénaff ou Léon Mauvais s'esquivèrent du camp de Châteaubriant en juin 1941. En 1943, Guy Périlhou se fit la belle du centre tarnais de « séjour surveillé » de Saint-Sulpice-la-Pointe avec plus de cinquante autres internés et après des semaines passées à participer au creusement d'un tunnel.

Quoique la détention politique ne confère pas *ipso facto* un titre de résistance, les communistes utilisèrent une technique d'amalgame. Ainsi, au camp de Mauzac, l'activité politique de Péron fut attestée comme d'ordre résistant par René Durand, condamné pour les mêmes raisons idéologiques et autre évadé tardif⁴³.

42 Chaintron, op. cit., pp. 238, 239, 241 et 242 (archives de la prison militaire de Nontron, documents Chaintron). Pour autant, une lettre déférente de Péron au directeur de la prison atténua sensiblement la protestation évoquée par Chaintron (archives de Jacky Tronel).

43 « *Je, soussigné (...), certifie sur l'honneur que Monsieur Yves Péron est apparu (sic), durant toute la période passée en sa compagnie, comme le chef du Mouvement de Résistance organisée à l'intérieur de la prison et groupant plusieurs centaines de détenus...* » (attestation du 11 mars 1952,

Les rétorsions liées aux prises d'otages après les attentats FTP en zone occupée furent inexistantes en zone dite libre. Mais, à partir de la fin 1943, il en devint tout autrement. Pour leur chance, les détenus de la prison de Nontron furent indemnes de tous effets, même après le premier attentat de la *Main d'œuvre immigrée* (MOI-FTP) de la brigade Marcel-Langer venue de Toulouse - indice de la faiblesse communiste locale - pour s'attaquer à l'implantation militaire allemande en plein centre-ville de Périgueux.

Péron encourut le risque de faire partie d'un groupe d'otages, ce qui aurait pu lui valoir le poteau d'exécution à titre de représailles comme il en fut d'infortunés acheminés depuis Limoges pour expier à Brantôme ou à Sainte-Marie-de-Chignac, après deux embuscades des maquis à direction communiste au printemps 1944. Ainsi, comme nombre de juifs - il convient de le rappeler -, le communiste clandestin Georges Lassalle et Georges Dumas, tous deux effectifs résistants, furent fusillés parmi plus de soixante victimes de ces seuls deux massacres.

Son transfert du printemps 1944 dut faire regretter au prisonnier politique de ne pas avoir mis à profit sa situation antérieure. Il arriva alors au camp Nord de Mauzac et y subit un régime carcéral plus sévère qu'à Nontron. Physiquement affaibli, il fut ensuite admis au quartier hospitalier de la prison de Bergerac. Dans des conditions devenues pressantes, le détenu saisit enfin l'opportunité de s'évader en groupe, dans la nuit du 10 au 11 juin 1944. Définitivement devenu peu amène à son sujet, Coustellier indique : « *Il fallut le tirer* ».

Preuve de la faiblesse persistante de la résistance communiste, contrairement à des publications ultérieures à son sujet et comme il l'a raconté lui-même, Péron ne fut pas immédiatement pris en charge par une unité FTP. De fait, un communiste bergeracois qu'il appela Rathier lui trouva initialement asile dans un groupe de *l'Armée secrète*. Puis, il intégra la formation de René Coustellier agrégée au sous-secteur B des FTP (Sarladais) depuis seulement le 8 juin précédent. C'est là qu'il rencontra le Girondin Roland Récégat, frère de sa prochaine seconde épouse⁴⁴.

dossier Péron, ONAC Dordogne). Par la suite, René Durand dut à Péron un soutien certain lorsqu'il fut convaincu de détournements au détriment de clients du *Crédit agricole*, soit disant pour financer l'association France-URSS (témoignage de Jacques Lagrange dont le père, membre de l'organisme avait appelé sans succès l'attention de Péron). Sur Durand et autres, voir notices in Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord* (préface de Gérard Fayolle, Sud-Ouest, 2011).

44 De sources croisées, il s'avère que Coustellier arriva en Périgord Noir en novembre 1943 et qu'il fut "pigiste" pour le compte de l'AS, au « *camp Mireille, dépendant du groupement "Combat"* » (correspondance de Roger Ranoux, diffusée par Coustellier, 10 décembre 2004).

**Déclaration officielle d'Yves Péron sur son attitude
dans les camps et prisons, entre 1940 et 1944 ***

« Condamné le 13 novembre 1940 à Périgueux, j'ai entre autre organisé au camp de Gurs (Basses-Pyrénées), le 14 juillet 1940, une manifestation de détenus contre la présence du drapeau hitlérien (sic).

Après ma condamnation j'ai assuré la responsabilité de la Résistance des détenus politiques dans différents établissements pénitentiaires notamment à Agen, Eysses, Mauzac, Nontron, Bergerac d'où je me suis évadé le 10 juin 1944.

J'ai le jour même rejoint un groupe AS [Armée secrète] à Pombonne puis à Queyssac ».

* Rédaction autographe, 15 mars 1952 (dossier Péron, ONAC Dordogne). Attestations des anciens détenus Gaston Dupoy et René Durand (1952) et du liquidateur national du FN, Marcel Mugnier (1953).

La description de Péron par des membres de la résistance armée

En attendant son imminente nouvelle promotion, une photographie d'époque montre, au début de juillet 1944, l'ancien appelé de seconde classe déjà pourvu des deux galons d'officier d'un lieutenant. Selon Michel Carcenac, jeune membre du maquis *Soleil*, il était arrivé « fin juin, en bien piteux état au presbytère de Saint-Amand (de Belvès). Des hommes de chez nous l'(avaie)nt récupéré au camp d'internement de Mauzac, qui venait d'être libéré... Péron est arrivé avec l'auréole du prisonnier politique. C'est un personnage important »⁴⁵.

Et le narrateur de poursuivre : « C'est un vrai curé dans sa façon de s'expliquer. Sa voix chaude, prenante, est celle d'un grand tribun. Il ne perd son calme qu'à propos du pacte germano-soviétique ("En 38, Staline voulait un traité d'alliance militaire avec la France et l'Angleterre qui ont refusé. Se sentant isolé et fragile, Staline a fait un pacte de non-agression avec Hitler pour gagner du temps..."). Mais, il change de ton, devient méchant quand on aborde le sujet des communistes qui ont démissionné du Parti après la signature du

45 Même sous le régime républicain retrouvé, le statut de détenu politique ne fut pas toujours aisé à obtenir par des prévenus d'après-guerre. On connaît ainsi le cas de divers militants indépendantistes basques, corses ou bretons.

*Pacte. Pour ceux-là, il n'y a pas de pardon, ils n'ont pas fait confiance au Parti, ce sont des traîtres. »*⁴⁶.

Carcenac ajoute : « Péron ne va jamais dans les cantonnements faire de la propagande. J'en suis étonné. Peut-être n'est-il pas encore remis de ses privations de prisonnier pour courir les cantonnements ? Peut-être n'ose-t-il pas montrer ses galons de colonel, alors que chacun sait qu'il n'a rien fait dans la Résistance, sinon y être accueilli, nourri, retapé ? (...) Si Péron ne commande pas sur le terrain, il a une forte autorité sur Soleil. Progressivement, il s'implique dans la prise de décisions, surtout si elles sont politiques [souligné par nos soins]. Pour lui, la libération du territoire est un événement déjà intégré. Quel sera l'avenir de la France ? Comment peut-on l'infléchir ? Ce sont les grandes questions que se pose Péron. »

Dans un autre ouvrage, le jeune homme devenu un médecin en retraite parla à nouveau avec humour en se gaussant des « galons de Péron » et de son seul rôle de prosélyte du parti communiste en écrivant : « Au groupe Soleil, on l'appelait Yves, ou le Malouin ou Caillou. Il ne connaissait rien à la guérilla ni à la guerre et il estimait plus utile de porter la bonne parole dans les cantonnements que de se promener avec une mitraillette. »⁴⁷.

Pour autant, à l'égard d'un personnage qui coucha « dans un lit et de bons draps », la chronique de la résistance communiste n'indique pas qu'il apporta la gale et apprit aux maquisards le chant soviétique : « À l'appel du grand Lénine / Se levaient les partisans »⁴⁸. Par contre, la narration communiste précise que « compte tenu de ses précédents et de sa représentativité, (Péron ne tarda pas) à être affecté, avec le grade de lieutenant-colonel et sous le pseudonyme de Caillou, à l'État-major départemental des FTP »⁴⁹. De là à s'attribuer un commandement élargi, il n'y avait plus qu'un pas, qu'il franchit allègrement.

En plein été 1944, l'apparatchik éprouva des difficultés encore révélatrices de la situation de l'appareil communiste. Ainsi, lorsqu'il voulut rejoindre d'autres dirigeants de ses troupes, il erra, tel le prince de Soubise cherchant son armée,

46 Michel Carcenac, *Les Combats d'un ingénu*, p. 317. L'auteur confirme que la narration de l'évasion de Péron est approximative (entretien avec Michel Carcenac, 28 juin 2005). Par contre, il est acquis que c'est environ quinze jours après que le commandement de l'*Inter B-bis* plaça Péron auprès de Coustellier (entretien avec Yves Marois, ancien officier FTP, 4 juillet 2005).

47 *Le trésor des Désesquaux*, p. 90 (op. cit.).

48 Carcenac, « *Le loup dans la bergerie* », in *Les Combats d'un ingénu* (op.cit., p. 318 sq.).

49 *Francs-Tireurs et Partisans en Dordogne* (op. cit., p. 317).

dans le secteur de Saint-Geyrac tenu par Édouard Valéry, dit « Lecœur »⁵⁰. Aussi, même si René Coustellier s'est souvent montré excessif, qu'il doit être lu avec recul et circonspection, un faisceau d'indices concordants corrobore plus que fortement ses accusations : « *Péron, évadé de la prison de Bergerac - grâce à Claudinet [Max Moulinier] qui fut obligé de le traîner tellement il avait peur - le 11 juin 1944, resta planqué à Salles de Belvès jusqu'au 20 août 1944. Il n'a été qu'un véritable dégonflé dominé par la peur.* »

« Chef de l'état-major FTPF, président de la commission militaire du FN »

Dans le cadre de la construction de son image, Péron posa pour l'éternité aux côtés de résistants actifs. Dès ses premiers jours au maquis de Coustellier, un cliché le représenta, sur la place d'armes de Belvès, pourvu de ses premiers galons de lieutenant. Puis, après l'évacuation allemande, ce fut en banlieue de Périgueux qu'il apparut, pistolet à la ceinture, dans un contexte évocateur regroupant Marcel Serre, envoyé corrézien du parti, Urbanovitch déjà en charge de l'épuration, et Édouard Valéry, jusque-là commandant d'un groupe FTP.

D'après ses propres biographies, Péron n'hésita pas devant les titres, les grades et les activités. Dans un document interne, établi de sa main le 1^{er} juillet 1945, il écrivit avoir « *participé à toute l'insurrection nationale et à la libération du département* »⁵¹. Il se décrivit aussi comme « *chef de l'état-major FTPF (et) Président de la commission militaire du FN* » de Dordogne, sans qu'un historien ait retrouvé la trace d'actes de sa part en résistance armée ou à la direction d'opérations du genre. La presse communiste de la Libération mit toujours en exergue « *Bermont* » puis « *Morlaix* », devenu « *Malouin* », abouti en « *Caillou* » au cours de seulement dix semaines de clandestinité⁵². À l'automne 1944, l'édition régionale de la presse du *Front national* présenta, en première page et une large photographie à l'appui : « *Un Chef populaire, le lieutenant-colonel Péron* »⁵³.

Alors que Laurent Casanova, qui était ministre des Anciens combattants (26 janvier - 16 décembre 1946) et François Billoux, seul ministre communiste de la

50 « *En plein mois de juillet 1944, mon grand-père le trouva près du cimetière, à la recherche de Lecœur. Il fut donc d'abord pris en charge par Théophile Renaudie* » (entretien avec Raymond Queyrol, Saint-Geyrac, octobre 2004).

51 Péron aurait été le « *concepteur des plans de libération de Périgueux et de Bergerac* » (dossier Péron, ONAC Dordogne).

52 Dossier Péron (ONAC, Périgueux). Péron était né à vingt kilomètres de la ville de Morlaix.

53 *France d'Abord*, le 8 octobre 1944.

Défense nationale (22 janvier - 4 mai 1947), les institutions instruisirent le dossier de Péron. Le 6 septembre 1945, un décret lui conféra la médaille de la Résistance. Le 29 janvier 1947, ce fut la croix de guerre pour avoir « *participé avec les maquis à de nombreuses opérations de sabotages et d'actions militaires contre l'ennemi et ce, avec un courage exemplaire* »⁵⁴.

La citation officielle était rédigée selon les termes emphatiques et connus comme tels, du genre : « *Officier d'un allant et d'un courage remarquable, a su par sa compétence et compréhension, s'attirer toutes les sympathies ce qui permit une cohésion totale entre les différents éléments de la Résistance en Dordogne. Arrêté et évadé il a participé avec le maquis à de nombreuses opérations de sabotage et d'actions militaires contre l'ennemi et ce, avec un courage exemplaire. A participé à la libération de la ville de Périgueux, quoique déprimé physiquement à la suite de sa très longue période d'emprisonnement* »⁵⁵.

Les 6 et 7 avril 1947, à Belvès, Péron participa à l'assemblée générale du 4^e régiment FTP, émanation élargie de l'initial 4^e bataillon de Coustellier. Selon ses déclarations, il avait exercé des « *commandements* » et pris part « *à différentes actions dans la région de Belvès, Siorac en Périgord, Domme, Villeréal, Sarlat, etc., assumé les fonctions de CE [commissaire aux effectifs] de bataillon puis CE départemental, (...) contribué à coordonner les forces FFI du Sud Dordogne, avec Bergeret [Loupias, AS], Carlos [Ordeig, MOI-FTP], Claude [Vorms, Service B des FTP], etc. Sur le plan départemental, j'ai contribué à la mise au point des plans de libération du département avec Gisèle [Boillet, AS], Poirier [SOE], Jean-Pierre (Anglais), Hercule [Ranoux], Valéry, etc.* »⁵⁶

De quoi justifier, en juin 1953, malgré les dissensions politiques du moment, mais sur les attestations des anciens internés René Durand et Gaston Dupoy appuyées par la déclaration de Roger Ranoux, l'attribution à Péron de la carte de *Combattant volontaire de la Résistance*, alors que, « *selon des membres de l'AS, son activité résistante est discutable* »⁵⁷. Après son élection à la députation,

54 Péron fut décoré à Siorac-en-Périgord. Le 22 février 1947, en première page, l'hebdomadaire communiste *Bergerac Libre* rendit compte « *d'une belle manifestation où se retrouvèrent avec joie de nombreux résistants authentiques (sic)* ».

55 *Bergerac Libre*, 22 février 1947.

56 Dossier Péron précité et *L'Épuration en Dordogne selon Doublemètre* (pp. 104-105). Comme beaucoup d'autres, la déclaration avait été attestée par Roger Ranoux. Sur l'ensemble de ces protagonistes et 1.500 autres aux services réels ou allégués, lire leurs notices in Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord* (op. cit).

57 Note des RG de Périgueux, 24 juin 1953 (dossier de police de Péron, CAC Fontainebleau, cote 1980.0280).

l'ancien 2^e classe devenu « *lieutenant-colonel, chef du service d'Inspection du 5^e bureau de l'état-major de l'armée, à Paris* »⁵⁸ fut définitivement affecté en Périgord par son appareil. En juin 1945, il fut réélu à la seconde assemblée constituante et il devint même vice-président de la haute cour de justice.

« *Chargé de l'organe liquidateur FTPF* »

L'ancien responsable clandestin Marius Patinaud, n'est pas cité dans la première biographie de Péron d'après-guerre. Pourtant, ils avaient pu se connaître, au moins après l'évasion de 80 détenus de Bergerac le 30 juillet 1944. Ils se rencontrèrent aussi quand le prochain secrétaire d'État au Travail anima des réunions, comme celle du 22 septembre suivant, salle du *Casino de Paris*, à Périgueux : « *(Devant) trois mille personnes, « Pat » développe les mots d'ordre du Parti : la mauvaise paix de Versailles, la faiblesse des gouvernements occidentaux face au fascisme...* »⁵⁹.

Le peu d'empressement de Péron à la prise de risques ne fut pas un élément rédhibitoire à la suite de sa carrière politique⁶⁰. Il fut « *appelé au 5^e bureau de l'état-major national des FFI* », c'est-à-dire aux services de renseignements de l'armée, en novembre 1944. Jusqu'à sa démobilisation, en juillet suivant, il eut un rôle plutôt indéterminé mais certainement effectif dans l'organisme que dirigeait alors Robert Aron-Brunetière, sous l'égide du *Comité militaire d'action (COMAC)*⁶¹.

Dans sa biographie de 1945, l'intéressé plaça chronologiquement avant cette affectation celle de « *chargé de l'organisme liquidateur FTPF (en Dordogne)* ». Dans le vocabulaire en vigueur, il s'agissait de l'instruction des états de résistance et cette situation ne manque pas de sel pour un titulaire de seulement dix modestes semaines de clandestinité. Par contre, si l'on considère les témoignages de plusieurs témoins directs, il est tout fondé de constater que Péron fut surtout associé sinon décideur en matière de véritable épuration⁶².

58 Rapport précité de l'inspecteur de police Alfred Pfirmann, 29 mai 1945 (arch. dép. Haute-Vienne, 186 W 1).

59 *La Dordogne Populaire*, 23 septembre 1944.

60 Dans le registre des itinéraires contestables, le cas de Georges Marchais, volontaire pour le travail rémunéré en Allemagne, devenu secrétaire général du parti communiste, est à rappeler utilement. Sur le vif incident survenu à Châteaubriant, le 20 octobre 1991 (« *Marchais, tu n'as pas ta place ici !* »), voir Courtois, Berlière et Liaigre (op. cit.).

61 Robert Aron, lieutenant-colonel « Brunetière », avait aussi appartenu au SOE britannique.

62 Sur la main du parti communiste dans l'épuration en Périgord, voir infra, les chapitres 12 et 13 de notre ouvrage *Les communistes en Périgord*. La présence très tardive et en pointillés d'Yves

Ainsi, le 12 avril 1948, la direction générale des RG demanda une enquête « *très discrète mais très complète* » à son sujet. Le résultat indiqua : « *Il est certain que ses troupes se sont livrées à un grand nombre d'exécutions, meurtres et pillages. Les ordres du parti étaient d'ailleurs formels : il fallait mettre hors de combat tous les éléments "susceptibles de s'opposer à la prise de pouvoir par les communistes", sous couvert de l'épuration patriotique* »⁶³.

Péron fut aussi entendu sur le cas de l'ancien ministre pétainiste Charles Platon, dont il avait assuré la direction du procès clandestin. Mais dans ce type d'affaires, après l'ordonnance du CFLN d'Alger, trois lois successives d'amnistie allaient entrer en vigueur et beaucoup de témoins resteraient évasifs ou sans mémoire. Commanditaire incontestable de diverses éliminations mais devenu intouchable, le député échappa à toute poursuite judiciaire sans avoir été plus que cité comme témoin et s'être débiné de cette obligation⁶⁴.

Il est aussi significatif de noter que très peu d'adversaires politiques de Péron contestèrent ouvertement ses états de résistance ou en rajoutèrent sur des accusations initiales. Ainsi, en douze ans de confrontations et au cours de cinq duels législatifs, Yves Guéna ne remit jamais en cause les services avancés par le dirigeant communiste⁶⁵.

Deux chercheurs parmi d'autres sur le *Service d'action civique* ont rappelé que la création de Foccart, Debizet et consorts eut successivement les communistes, le FLN et l'OAS comme adversaires déterminés. Le journaliste Thierry Desjardins a rappelé que, même devenu ministre, Guéna fut interloqué par le

Péron en résistance et son implication dans les événements de l'été 1944 ont aussi été décrits par nos soins dans *L'Épuration en Dordogne selon Doublemètre* et le plus récent *On l'appelait Doublemètre*. Le texte initial de notre thèse avait été soumis à Daniel Péron après sa contribution à nos recherches et il n'avait émis aucune contestation. Invité à cet effet, il avait ensuite assisté à la soutenance de notre thèse ce qui désamorça la mise en cause de notre intégrité par le président peu averti du jury, assisté par Serge Wolikov.

63 Dossier Péron, cote 1980.0280, CAC Fontainebleau.

64 Voir le chapitre 13 de notre livre *Les communistes en Périgord*.

65 À la question : « *Connaissez-vous la réalité pseudo résistante d'Yves Péron ?* », Yves Guéna nous a répondu aussi laconiquement que d'un air entendu : « *Je ne frappe pas au-dessous de la ceinture !* » (entretien au Conseil constitutionnel, Paris, mai 1999). On sait aussi que pendant longtemps, passée une courte période de tension, Guéna et Péron, le second, ensuite suppléé par Ranoux, participèrent, de concert, à maintes manifestations patriotiques. Sans compter une complicité entretenue jusqu'à sa mort avec l'apparatchik Kolbac pour lequel il sacrifia le siège de conseiller général du gaulliste Michel Lopez.

« savoir-faire » de Pasqua⁶⁶. Mais, même s'il eut autour de lui quelques militants, tels le chef local Jean Corneille, le magasinier Jacques Castanier, les anciens résistants Jean Lagarde et Pascal Vittori ou le cheminot Jean Caley, ainsi que les informations de policiers pendant des années, les gros bras parisiens de l'organisation gaulliste ne vinrent que rarement appuyer Guéna en Périgord après son premier mandat de député⁶⁷.

Par contre, au plan national, les basses œuvres gaullistes eurent recours à nombre de truands patentés, alors qu'à Marseille Gaston Defferre s'était largement appuyé sur le milieu des voyous et nervis corses pour mettre à la raison la puissante CGT des dockers et les communistes de son opposant Jean Cristofol⁶⁸.

Au début, ils se contentèrent de protéger les réunions de Guéna et de garder quelques points d'affichage disputés comme le pont SNCF du quartier du Toulon à Périgueux⁶⁹. Pour autant, si Guéna, l'autre Breton, savait avoir la dent dure, il comprit vite qu'en politique les références résistantes constituaient une ressource bien trop précieuse pour être galvaudées par de sempiternelles disputes alors que les socialistes et les derniers radicaux-socialistes constituaient un objectif commun⁷⁰. Ainsi aboutit, selon l'expression du sociologue Julian

66 Serge Ferrand et Gilbert Lecavelier, *Aux ordres du S.A.C.* (Albin Michel, 1982) ; Desjardins, *Pasqua. Portrait étonnant d'un ministre surprenant* (Édition n° 1, 1994).

67 Castanier, né le 29 janvier 1925 à Arcachon (Gironde), décéda à l'hôpital de Périgueux le 25 novembre 2014. D'abord employé de commerce dans une entreprise de peintures, il devint policier municipal quand Yves Guéna eut pris la mairie de Périgueux. Sa fille a épousé un fils de Pascal Vittori. Entre G. et T., au moins deux policiers municipaux de Périgueux furent des membres du SAC (Pascal Serre, *Périblog*, 28 décembre 2009 ; entretien avec l'auteur et avec Serge Salleron, ancien militant gaulliste).

68 Cristofol, député communiste des Bouches-du-Rhône en 1936, avait été interné en Algérie de 1940 à 1943. Il fut maire de Marseille de 1946 à 1953 et à nouveau député jusqu'à son décès en 1957. Sur les méthodes politiques, voir Frédéric Ploquin, *Les gangsters et la République* (Fayard, 2016), le documentaire éponyme de Julien Johan (*France 5*, 9 octobre 2016) et le colloque *La violence en politique* (Fontenay-le-Comte, 12 et 13 mars 2019).

69 Organisme légal autant que milice anticommuniste créé à la fin des années 1950 par des personnages aux méthodes radicales comme Pierre Debizet, Jacques Foccart et Charles Pasqua, le SAC fut particulièrement activé contre l'OAS. Ses liens avec la pègre et une dérive criminelle lui furent consubstantiels. La chronique lui prête la profitable attaque de la poste de Strasbourg en 1971 (11 millions de francs de l'époque) et la presse d'investigation a incriminé le juge d'instruction Georges Fénech, devenu député gaulliste, pour avoir prononcé un non-lieu à l'égard du SAC (*Huffington Post*, 1^{er} décembre 2011). On vit aussi sa main dans l'affaire Ben Barka, le scandale Markovic mettant en cause l'acteur Alain Delon et l'épouse du président Pompidou, sans compter la tuerie d'Auriol en 1981 (lire François Audigier, *Histoire du SAC. La part d'ombre du gaullisme*, Stock, 2003).

70 Il est acquis qu'une complicité lia tous les partis politiques quant au bénéfice d'importantes sommes d'argent prises en tous lieux par la Résistance. Voir le chapitre 13 de notre ouvrage *Les communistes en Périgord et Le partage des milliards de la Résistance*.

Mischi, connaisseur du milieu, le « *travail de cohésion symbolique* » applicable à l'intérieur comme à l'extérieur de la nébuleuse communiste⁷¹.

Péron et la question récurrente des évasions

Selon la fille de Pauline Taurinya, une républicaine catalane en exil devenue agent de liaison de l'état-major des FTP en zone sud, sa mère aurait porté en Périgord, « *au moins à la fin de 1943* », la consigne de l'évasion de Péron⁷². Or, cette directive ne fit jamais l'objet d'un quelconque commencement d'exécution. Soit, elle témoigne de divergences de fond entre les conceptions des dirigeants « *militaires* » et « *politiques* ». Soit, elle releva de la propre décision de l'intéressé et c'est bien cela qui lui fut reproché par certains de ses camarades de parti.

D'après Pierre Ginsburger dit Pierre Villon, des consignes en faveur de l'évasion auraient été émises par Jacques Duclos. Mais, en adepte des méthodes léninistes de l'opportunisme politique, le second de Thorez avait aussi suggéré de se plier à une signature du « *serment d'allégeance* » s'il n'était pas possible de faire autrement⁷³. La consigne officielle parvint pourtant à tous les niveaux puisque de simples militants de base s'évadèrent de la « *prison militaire de Périgueux* » en 1942. Tels « *Barce et Samson* » (sic) décrits comme deux « *communistes condamnés* ». ⁷⁴

Pendant longtemps, toute expression extériorisée de ce sujet fut retenue. Lorsqu'il put en être autrement, Péron argua toujours fermement qu'il était resté en prison « *sur l'ordre du Parti* ». Il avait même su éviter les punitions puisqu'il ne reçut que quinze jours de cachot - portés au double par la hiérarchie militaire - que le 14 février 1944. L'ambiguïté de sa situation induisit une fâcheuse réputation pour l'intéressé. Mais, elle se limita aux initiés et céda devant l'intérêt supérieur du parti. De plus, au travers de l'anathème qu'il jeta sur les internés libérés, Péron trouva argument de sa propre attitude, se conférant la fonction d'incorruptible. Plus tard, dans un ouvrage biographique, René Chouet, un

71 *Au service de la classe ouvrière* (Presses universitaires de Rennes, 2010).

72 Pauline Taurinya (1898-1993), épouse d'André Marty, fut internée à Rieucros dont elle sortit en 1942 après avoir signé une allégeance de façade. En 1943, elle vint plusieurs fois en Périgord pour assurer la liaison avec l'école des cadres FTP de Fanlac (entretien avec Pauline Talens-Péri, fille adoptive de Gabriel Péri, 22 avril 2005).

73 *L'Humanité-Dimanche*, avril 1945. Il s'agit du « serment d'allégeance » à Pétain, que signèrent bien d'autres détenus communistes pour être mieux traités ou libérés (Péron fut accusé par l'ancien FTP Coustellier de l'avoir signé).

74 Arch. dép. Dordogne, 1.573 W 4. Il s'agit de Georges Barse et de Samson Roche.

dévoué féal, évita le sujet sensible et conféra même des mérites à son mentor : « *Malade, il est soigné à l'hôpital de Bergerac d'où il réussira à s'évader* ». ⁷⁵

Péron accablé par les siens et par lui-même

D'après Michel Bloch et Michel Carcenac, Péron et Coustellier s'entendirent d'abord très bien ⁷⁶. Or, par la suite, l'intrépide « Soleil » se mit à affirmer que l'ancien détenu fut « *un péteux et un trouillard* ». En 2005, il a produit un écrit de René Depoux qui tint les fonctions de médecin dans son groupe : « (...) *Lors des combats de Siorac [en Périgord], j'ai recueilli 13 blessés et je me préparais à faire une première évacuation. Au moment où nous allions fermer les portes de l'ambulance, "Caillou" s'élança dans le véhicule et se coucha entre les brancards* ». Et d'ajouter : « *La peur nous l'avons tous connue. Mais lorsqu'on a une responsabilité et que l'on aspire à d'autres, on doit être capable de la surmonter... Mes activités professionnelles avant ma retraite ayant pour siège Aubervilliers, j'ai eu l'occasion de rencontrer le sénateur-maire communiste [Jack Ralite] et je lui ai parlé d'Yves Péron. J'aime mieux te dire que son opinion sur son camarade était tout aussi sévère que la nôtre* » ⁷⁷.

Depoux était encore carabin lorsqu'il aurait été « *condamné par un tribunal militaire pour activité communiste* ». Interné à la centrale d'Eysses, il en fut libéré par le maquis AS de Léon Cerisier, le 7 juin 1944. Longtemps après, celui-ci louait l'activisme de Coustellier et affirmait son communisme. Pour autant, il n'avait toujours pas de mots assez durs à l'encontre de Péron : « *C'est une ordure, un guignol. (...) D'ailleurs, Ralite le savait bien. J'ai appris comment il [Péron] avait passé son temps de prison à Nontron : c'est incroyable qu'il ait pu gruger son monde à ce point. Plus tard, dans une réunion à Bergerac, il nous a fait l'éloge du sport en Allemagne de l'Est. Qu'est-ce qu'on en avait à foutre ?* » ⁷⁸.

Antérieurement à ces accusations, René Coustellier avait déjà précisé que les opportunités offertes à Péron avaient largement duré. À ses yeux, et sans être jamais poursuivi pour diffamation, son ancien ami fut « *un dégonflé, incapable*

75 Chouet et Teyssier, *Sous les plis du drapeau rouge*, p. 247 (op. cit.).

76 Entretiens avec René Coustellier (Villeneuve sur Lot, 1997, et Arles, octobre 2000) ; Laurent Bloch, précité, et Michel Carcenac, *Les Combats d'un ingénu. Récits d'un temps troublé* (Le Hérisson, Belvès, 2002).

77 En 2006, contacté par nos soins, Jack Ralite n'a pas répondu.

78 René Depoux, dit « docteur Huot », né dans l'Allier en 1921 (lettre manuscrite à René Coustellier, 13 novembre 2005, et entretien avec l'auteur, 3 décembre 2005). Par la suite, Jack Ralite devint ministre de la culture dans le gouvernement de Pierre Mauroy.

de s'évader pour rejoindre Hercule ou Ricco (sic), un salaud, un faux jeton, un menteur capable de tout par arrivisme »⁷⁹.

Selon Michel Carcenac, les dires de Depoux sont crédibles : « *C'est vrai qu'il fut communiste. Sauf qu'à Mauzac il n'était pas un condamné politique mais de droit commun pour complicité d'avortement. Il était en troisième année et ne put donc pas terminer ses études médicales. Il travailla comme visiteur médical aux laboratoires Lebrun et quand je suis devenu médecin à Belvès il m'a souvent démarché »⁸⁰.*

Péron put obéir à des consignes du parti clandestin visant à protéger des sujets d'avenir. S'il les reçut, il les appliqua incompréhensiblement aux yeux des résistants effectifs. Eugène Connangle et André Bonnetot eurent aussi l'occasion de le dire.⁸¹ En fait, c'est par nécessité idéologique que fut bâtie son image officielle de résistant de la première heure⁸². Quant à René Durand, signataire des ses états de ses services, il dut ensuite à Péron une bienveillance particulière alors qu'il s'était lui-même prêté à des manœuvres financières indélicates. Lors de son procès, l'accusé ne mit pas en cause de tiers et il fit valoir que ses agissements visaient à couvrir les frais de l'association *France-URSS*. Devant la mauvaise publicité faite ses détournements, il fut cependant exclu du parti communiste et, après sa période de détention, se fit oublier à Paris⁸³.

Un document retrouvé par l'historien Jacky Tronel met aussi en lumière que Péron avait tout fait pour être bien vu de son geôlier à la prison de Nontron. Ainsi, une lettre qu'il adressa au capitaine André Pointeau le 12 février 1944. Le

79 Gillot et Lagrange, *L'Épuration en Dordogne selon Doublemètre* (op. cit., p. 100).

80 Michel Carcenac, *Les combats d'un ingénu. Récits d'un temps troublé* (Le Hérisson, Belvès, 2002, souvenirs critiques sur le maquis *Soleil*) et nouvel entretien avec l'auteur, 8 décembre 2005. La condamnation de Depoux a été confirmée par Coustellier (13 juillet 2006).

81 Entretien avec Jean -Claude Delaugeas, ancien secrétaire départemental de la CGT (octobre 2005).

82 « *Il assura l'organisation des groupes du Parti communiste et des premiers groupes du Front National qui manifestèrent pour obtenir le régime politique et adressèrent des pétitions au général Huntziger* » (incarcération à la prison d'Eysses, de janvier à avril 1941 : témoins Moussinac, écrivain et Belino, conseiller général de la Seine). Attestation du liquidateur national du FN, Marcel Mugnier, 27 mars 1953, réf. 15.853 (dossier Péron, ONAC Dordogne).

83 Affaire d'escroquerie de clients du *Crédit Agricole* par René Durand : « *Le président de France-URSS en Dordogne puisait dans la caisse pour ses frais de représentation* » (*Le Monde*, 28 mars 1967). Le cheminot Gabriel Lagrange, adhérent à *France-URSS*, avait signalé à Yves Péron ses doutes sur l'intégrité de Durand. Ayant refusé de donner suite, le vieux militant démissionna du parti (témoignage de Jacques Lagrange, fils de l'intéressé, 2005).

ton de la missive est trop modéré et même troublant pour s'accorder avec la fonction de fier résistant pénitentiaire que l'interné se conféra par la suite⁸⁴.



Siège de l'association France-URSS, Bld Montaigne, à Périgueux. Archives Jacques Lagrange.

12

+17.3. Un chantre de la magie du verbe patriotique et résistant

Le 28 août 1944, à Bergerac, lors d'une réunion publique du *Front national*, déjà porteur du titre avantageux de « *chef d'état-major départemental des FTP* », Péron fut érigé en libérateur de Périgueux et de Bergerac réunis. La mise en scène, « *story telling* » bien menée, fut telle que le rédacteur de *Bergerac Libre* commis à tisser les débuts d'une épopée affabulatrice lui attribua plus du tiers de ses lignes : « *Pour clôturer cette belle soirée, le Commandant des FTP, "Caillou" va faire entendre la voix des combattants* ».

Alors qu'il y avait eu autant de simples maréchalistes que d'ardents pétainistes, que la collaboration avait revêtu des formes, des facettes et des motivations très multiples, les communistes avaient élaboré une vision unilatérale de la Collaboration⁸⁵. Le résistant autoproclamé évoqua donc avec

84 En mars 2017, Jacky Tronel, par ailleurs auteur de recherches sur les femmes tondues de la Libération, est devenu membre du « comité scientifique » de l'ANACR en Dordogne.

85 François Broche, *Dictionnaire de la Collaboration* (Belin, 2014).

passion des thèmes profitables : « *Union résistante..., La glorieuse Armée Rouge..., Justice contre les traîtres, les tortionnaires de nos patriotes emprisonnés..., Le châtiment, c'est la mort..., Se débarrasser des parasites..., La levée en masse...* ». Le journal du *Front national* s'extasia : « *La fougue convaincante de ce jeune commandant a enthousiasmé la foule qui applaudit frénétiquement* »⁸⁶.

Pour autant, toutes les assemblées ne furent pas aussi consensuelles. De sorte que le 20 septembre 1944, dans la bourgade de Vergt, lors d'une fête qui avait « *reconstitué la préfecture du maquis* », Péron fut publiquement contesté par le lieutenant-colonel AS André Gaucher⁸⁷. La dispute manqua de tourner à l'algare publique mais la presse communiste indiqua toute autre chose : « *Notre cher Lieutenant-Colonel Caillou, vivement acclamé, rappela à certains (sic) que la guerre n'est pas finie tant qu'il restera un prisonnier français, un déporté français, tant qu'il restera des traîtres. Il termina par un pressant appel à l'Unité* »⁸⁸.

Initialement, il n'avait pas été prévu que l'émigré breton venu en Périgord par le fait des circonstances y fasse une carrière politique. D'ailleurs, au mois d'avril 1945, il avait été élu conseiller municipal de Montreuil-sous-Bois. Mais en septembre suivant, il ne fut pas partie prenante aux élections cantonales de la Seine. Y trouvant intérêt dans un département désorganisé, le parti l'avait désigné comme tête de liste en Dordogne lors de la première assemblée constituante. Trois semaines avant le scrutin, Guy de Boysson figurait encore à la deuxième place des postulants.

Finalement, la volonté d'assurer une élection à coup sûr au responsable national des FUJP (Forces unies de la Jeunesse patriotique) le fit orienter en Aveyron. C'est ainsi que l'instituteur sarladais Dutard, figure résistante effective - bien qu'à l'AS - et auteur d'une lettre de totale repentance envers la politique de Staline, entra très utilitairement dans le concert électoral⁸⁹.

86 Trois ans après, l'image historicisée de Péron était tellement constituée qu'à l'occasion d'un vif incident avec le communiste Chevalier, le gaulliste Léon Cerisier prétendit avoir « *libéré de Mauzac le valeureux combattant de Périgueux, le colonel (sic) Péron, alias "Caillou"* » (*Le Démocrate du Périgord*, 4 octobre 1947). Peu reconnaissante, l'UJRF de Bergerac accusa cependant Cerisier ? après, d'avoir « *trahi le programme du CNR* ».

87 André Gaucher (1898-1964). Officier de réserve. Déclaré résistant à partir de 1942. Chef départemental des MUR en 1943 (notice in Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord*).

88 *La Dordogne Populaire* (23 septembre 1944) et Jean Grellety, *La Résistance en pays vermois* (autoédition, Vergt, p. 73). Il y eut un millier de personnes au banquet de Vergt.

89 Dossier Dutard, arch. CC PCF. Lire aussi Gillot et Audoux, *Les Mystères du Périgord*. Un récent article de Bernard Pudal a doté Dutard de l'inconnu prénom d'Albert. Plus grave, il n'a pas

Les communiqués tronqués du parti communiste

À l'été 1945, les tensions communo-socialistes étaient encore étouffées. Malgré la prochaine crise du comité départemental de libération, l'hebdomadaire *Les Voies Nouvelles*, diffusait consciencieusement les écrits de la nébuleuse des partis et mouvements se proclamant « *ouvriers* ». Officiellement, Péron n'était pas encore le dirigeant du parti communiste en Périgord. Pourtant, il avait déjà tissé sa toile et trouvé des thuriféraires dévoués. Ainsi, lorsque le PCF et la SFIO s'accordèrent sur la candidature unique de Dutard aux élections cantonales, à Périgueux, ce n'est pas le prétendant qui eut les honneurs de la presse du CDL.

Quand il fut décidé la présentation publique de l'instituteur et secrétaire fédéral revenu au bercail, le communiqué communiste rappela surtout ce qui était dû aux deux meneurs prévus pour les prochaines élections législatives : « *(La réunion se fera) en présence de Péron, bien connu sous le nom de lieutenant-colonel Caillou dont on se rappelle l'action magnifique dans les FFI et notamment le rôle de premier plan qu'il joua dans la prise de Périgueux.*⁹⁰ *Orateur remarquable, très connu des Périgourdins, Y. Péron précisera la position de notre Parti devant les grands (sic) problèmes politiques. Avec lui, nous entendrons G. de Boysson, docteur en droit, militant admirable de la Résistance, délégué à l'Assemblée consultative, secrétaire national de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France* »⁹¹.

Bonnet au pilori : « La Dordogne résistante ne veut plus de traîtres »

Dès l'été 1944, Péron se montra vindicatif. À la Haute cour de justice dont il fut vice-président, comme à l'assemblée constituante, certains députés du « *parti républicain de la liberté* » - organisme effectivement composite - eurent affaire à ses reproches prononcés⁹². Tel l'avocat parisien Édouard Frédéric-Dupont au passé vichysto-résistant. Avec les durables staliniens Marty et Ouzoulias, le député publia un opuscule sur cet anti-communiste, à leurs yeux plus que

manifestement indiqué sa démission-exclusion de 1938 (« Que reste-t-il de la révolution d'Octobre ? », *L'Humanité*, hors-série, juin 2017). Sur Guy de Boysson, voir le chapitre 18 de notre ouvrage *Les communistes en Périgord* ainsi que sa notice in Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord*.

90 Rappelons qu'il n'y eut ni prise, ni libération armée de Périgueux et de Bergerac, mais leur évacuation concertée avec les occupants.

91 *Les Voies Nouvelles*, 21 septembre 1945.

92 Pour protester contre son indulgence, les députés communistes démissionnèrent de la Haute cour de justice en août 1946.

suspect d'ultra pétainisme⁹³. Il le poursuivit aussi dans la presse périgordine : « *Nous souhaitons s'il est coupable des crimes dont l'accuse le PC qu'il soit condamné* »⁹⁴.

Péron entama surtout dix ans de mise à l'index de Georges Bonnet, un adversaire particulièrement privilégié. Le 9 novembre 1946, à la veille des élections pour la première assemblée législative, sur trois colonnes à la une, il diffusa une tribune dans *Bergerac libre*, l'hebdomadaire du *Front national*. Le titre sans concession fut : « *La Dordogne résistante ne veut plus de traîtres* » et le texte agita le spectre du retour de « *celui qu'en 1938, notre grand ami Gabriel Péri appelait " le ministre Étranger des Affaires Françaises "* »⁹⁵. Afin de déstructurer le parti radical, Péron s'en prit aussi à Yvon Delbos qui « *n'a jamais voulu désavouer le traître Bonnet* ».⁹⁶

Ce que ne dit pas la presse communiste, c'est l'accusation de sa fille adoptive selon qui, Péri, « *déconcerté* » par le soutien du PCF au pacte germano-soviétique du 23 août 1939, aurait été délibérément dénoncé à l'occupant avant d'être fusillé au Mont-Valérien, le 15 décembre 1941⁹⁷.

Péron poursuivit le discours officiel posé comme la vérité établie. Ses camarades étaient « *fiers de (leur) passé et du combat mené contre la politique criminelle de ces gens-là [Bonnet et autres], fiers de (leur) passé au service du peuple de France, fiers du rôle essentiel qu'a(vait) joué (leur) Parti dans le*

93 *Frédéric-Dupont doit être poursuivi et jugé. Pas de collaborateur dans une assemblée française* (éditions du PCF, s.d.).

94 *Les Voies Nouvelles*, 6-7 juillet 1946.

95 Gabriel Péri (1902-1941). « *Journaliste de talent et membre du Parti communiste français. Membre du Comité central. Dénonça l'occupation de la Ruhr et la guerre d'Éthiopie ; défendit avec ardeur la République espagnole. Mena une vigoureuse campagne contre Munich et la cinquième colonne en France. Patriote ardent, luttait jusqu'à son dernier souffle pour que vive la France. Fusillé par les nazis au Mont Valérien* » (Duclos et al., précité, p. 754).

96 Au sujet de Bonnet, le gaulliste Yves Guéna ne témoigna guère de sympathie : « *l'homme du compromis qui devait triompher à Munich ; puis, durant l'Occupation, l'homme des compromissions (...). En janvier 1958, il dépêche un émissaire à Michel Debré pour lui demander le portefeuille des Affaires étrangères ! En 1962, il engage véhémentement ses amis à voter communiste pour me barrer la route* » (*Le temps des certitudes, 1940-1969*, p. 119). Pourtant, en 1961, en remerciement de son livre *Le Quai d'Orsay sous trois Républiques*, de Gaulle avait reconnu à Bonnet d'avoir « *fait le possible pour sauver la paix* » et « *en dernier ressort (pas) cédé devant Hitler* » (Brigitte et Gilles Delluc, « *Quelques Périgordins dans les écrits du général de Gaulle* », bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord, 2^e trimestre 2016, p. 230).

97 Moi, Pauline, fille de Gabriel Péri, la bâtarde du PC (Ixcéa, 2005), et entretien de l'auteur avec l'intéressée, à Annesse-et-Beaulieu en 2006).

combat libérateur ». Après deux réélections parlementaires en 1946, il en vint à présider la section départementale des anciens FFI-FTP⁹⁸.

Empressé vis-à-vis de ses dirigeants supérieurs, Péron les célébra en toutes occasions selon la langue de bois établie. *Bergerac Libre* rendit compte de son discours, à la vingt-troisième fête de La Mouline « devant 15.000 personnes », le 3 août 1947 : « Jacques Duclos est l'homme qui, avec Maurice Thorez, a signé l'appel du 10 juillet 1940. (...) Maurice Thorez qui a rejoint son poste à la tête de la lutte clandestine contre l'ennemi ». Par contre, il vilipenda « la trahison des deux députés, leur couardise quand la tête des communistes était mise à prix » en la personne des anciens parlementaires périgordins Gustave Saussot et de Paul Loubradou. N'en pouvant plus, Vincent Bonnetot démissionna et Paul Bousquet fut exclu de sa nouvelle obédience. En fait, il est à présumer que le second avait déjà pris les devants en démissionnant⁹⁹. Par la suite, les anciens FTP écartèrent Marcel Larocque pourtant ancien chef départemental des *Milices patriotiques*¹⁰⁰.

« Chef d'état-major de 17.300 hommes dont 7.000 armés. Concepteur de la libération de Périgueux et de Bergerac »

Au début de 1945, les chefs et les maquisards espagnols et autres étrangers de la résistance communiste étaient passés à la trappe¹⁰¹. Par contre, Péron était devenu membre de l'Union départementale des anciens de la Résistance (UDAR). Dans le cadre de la poursuite de sa démarche notabiliaire, il brigua sa nomination au grade de lieutenant-colonel. Il disait parler l'allemand et l'italien. En sa qualité de directeur de la parution *France d'Abord*, il avançait la profession de journaliste¹⁰². Surtout, il affirmait avoir créé l'état-major FFI départemental, établi les plans de libération de Périgueux et de Bergerac et avoir

98 En 1952, les anciens FTP-FFI prirent le nom d'amalgame d'*Association nationale des anciens combattants de la Résistance* (ANACR).

99 Entretien avec Mme Ginette Bonnetot (Périgueux, juin 2006) et avec Jean-Claude Delaugeas, ancien secrétaire départemental de la CGT (Saint-Aquilin, 22 juillet 2005). Sur Bousquet, notice in Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord*. En février 2007, comme Michel Slitinsky, le fils de Saussot avait aussi assisté à la soutenance de notre thèse.

100 Entretien avec Marcel Larocque (2005) et archives de l'intéressé.

101 Sur l'oubli d'autres Ibériques, voir Evelyn Mesquida, *La Nueve. Ces républicains espagnols qui ont libéré Paris* (préface de Jorge Semprun, Le Cherche Midi, 2011).

102 Georges Lestang, ancien maquisard FTP et correspondant de la parution *France d'Abord*, après la guerre, été honoré lors de ses 90 ans (Bruno Boucharel, « Hommage surprise au dernier résistant », *Sud-Ouest*, Dordogne, 11 main 2015).

été le chef d'état-major d'une troupe non moins forte de « 17.300 hommes dont 7.000 armés ». Certes, le commandement allemand avait décidé de quitter les deux principales villes en surestimant les effectifs et l'armement des maquisards mais les qualités revendiquées par Péron ne manquaient pas d'excès¹⁰³.

La hiérarchie militaire n'avait pas forcément oublié ses antécédents et elle connaissait le calendrier comme les modalités de ses services. De sorte que les attestations de complaisance qu'il avança furent éventées. L'ancien seconde classe ne fut homologué qu'au grade de capitaine alors qu'il avait prétendu au niveau de responsabilité d'un général de division¹⁰⁴.

En 1947, les autres FTP, Pierre Legendre, René Coustellier, Jean Dejot et Pierre Michaud¹⁰⁵, qui avaient tous débuté leur clandestinité auprès de l'*Armée secrète*, imitèrent la démarche de Péron quand il eut trouvé une bonne âme pour le proposer à la Légion d'honneur. Ses compagnons étaient aussi des militants communistes. En décembre précédent, Legendre avait accompli un stage de trois semaines à « l'école intermédiaire » limousine du *Bon Abri*¹⁰⁶. Mais, l'époque ne se prêtait plus aux précédentes faveurs gouvernementales et aucun des postulants ne fut retenu.

Pour autant, deux ans plus tôt, les petits chefs FTP Urbanovitch et Roger Ranoux avaient été décorés de l'ordre napoléonien¹⁰⁷. Comme en témoigne l'absence de toute enquête habituelle, leur cas avait été réglé à la hussarde bien

103 Même si elle n'est pas totalement avérée puisqu'il eut bien quelques accrochages, le résistant Pierre Beaucornu, dit Fanlac, a déclaré : « *Les Allemands ont quitté Périgueux sans qu'un coup de feu soit tiré, même pas un coup de fusil* » (José Dupré, *Souvenirs et entretiens ultimes avec Pierre Fanlac*, La Clavellerie, Chancelade, 2008, p. 54).

104 Archives ONAC Périgueux et SHD Vincennes. L'enquête des RG serait certainement intéressante à consulter mais on sait que 50 m linéaires d'archives de la sorte restent bloqués quatorze ans après leur dépôt. La fonctionnaire en charge a avancé qu'il s'agit « *du cadet de ses soucis* » et, depuis octobre 2019, le président du conseil départemental n'a pas répondu à un courrier qu'il nous avait demandé de lui envoyer.

105 Ne pas confondre avec Joseph Michaud, agriculteur au Pizou, ancien combattant de 1914-18, qui fut un appui des mouvements gaullistes sur la ligne de démarcation, dès 1940. Son fils, Francis, ancien membre de l'*Armée secrète* (brigade RAC) atteste des excès épuratifs FTP en Montponnais (entretien, 18 décembre 2004).

106 Arch. nat., CAC Fontainebleau, cote 1996.0325, article 1.

107 Malgré sa députation entre 1956 et 1958, l'établissement de sa légende et son activité politique, la promotion de Ranoux au grade d'officier de la Légion d'honneur n'intervint que cinquante-huit ans plus tard. Sans grande surprise, ce fut du fait du gaulliste Yves Guéna qui obtint la médaille sur le contingent personnel du président de la République d'alors. Un opuscule reprenant les discours officiels de Guéna, de l'intégriste Kolbac (successeur idéologique local de Péron) et du décoré lui-même, qualifiés « *d'une dimension exceptionnelle* » fut publié par les éditions communistes *La Lauze*.

plus pour des raisons d'opportunité que fondées sur des réalités avérées¹⁰⁸. Nanti d'un permis de séjour signé de la main du préfet Roux, l'apatride allait même rester en France malgré les lourdes charges qui pesèrent longtemps sur lui. Elles ne lui valurent qu'une temporaire détention parisienne qu'André Malraux vint abréger. Pendant six ans il fit l'objet de poursuites qui s'achevèrent par un généreux non-lieu¹⁰⁹.

Le redouté « Doublemètre » mourut trente-quatre années après, mais ce fut sans avoir été promu. Quant à Ranoux, qualifié de « héros » par un journaliste local peu avare de qualificatifs, son élévation lui vint seulement cinquante-sept ans plus tard, au titre du contingent particulier du président Chirac et sur les instances de l'ancien ministre Yves Guéna à qui, comme à son épouse, les communistes n'eurent de cesse de tresser des lauriers dès lors que des intérêts politiques mutuels se firent jour¹¹⁰.

Intransigeance doctrinale et rigorisme moral

Après un transit par des locaux provisoires du centre-ville de Périgueux, Péron régna dans un siège étroit mais bardé de fortes grilles au n° 16 bis de la rue Gambetta. Par la suite, la fédération communiste s'installa rue de Bordeaux, dans un immeuble entier dont le rez-de-chaussée était occupé par un bar. L'époque étant redevenue agitée, les étages furent protégés par des grillages anti-grenades. Jusqu'à son décès, le patron habita sans ostentation, à huit cents mètres de là, dans un appartement HBM de la rue Ludovic-Trarieux. Il y eut ses seconds couteaux et autres affidés comme René Chouet sous la main dans un contexte fermé. Pour autant, le moine-soldat de la cause stalinienne n'est nullement connu pour les penchants intimes conquérants avérés de son prédécesseur Bouthonnier¹¹¹.

108 En septembre 1944, Pierre Beaucornu, dit « Fanlac » avait obtenu d'Urbanovitch la libération de la commerçante en tissus P., ancienne maîtresse d'Hambrecht, chef de la police allemande de Périgueux. De fait, elle lui avait évité la déportation à l'ancien prisonnier de guerre de 1940 alors que ses compagnons de 1944 moururent largement (José Dupré précité, p. 55 ; notice sur Beaucornu in Gillot, Boddart et Lachapelle, *Los Embarbelats*).

109 Il n'y a pas de dossier Urbanovitch à la chancellerie. Mais on trouve mention de la nomination du « *capitaine Urban* » au décret du 20 août 1946 (J.O. du 2 septembre suivant). Malgré des instructions judiciaires déjà en cours, l'intéressé avait aussi reçu la croix de guerre et la rosette de la Résistance par décret du 31 mars 1947 (J.O. du 26 juillet suivant).

110 Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord*. La presse télévisée régionale a attribué non moins que la qualité de « *bras droit du général de Gaulle* » à Yves Guéna (*France 3 Aquitaine*, 2010, entretien télévisé à l'occasion de la sortie de son livre *Mémoires d'Outre-Gaulle*).

111 En 2020, René Chouet et sa femme habitent encore les HBM de la rue indiquée. Trois ans plus tôt, le quartier HBM avait reçu l'attribution d'un « *Square Yves-Péron* », soit disant « *à la*

Moine cénobite par ses références exclusives, Péron fit cependant de nombreux déplacements et il prit souvent ses vacances d'apparatchik dans « les pays frères de l'Est ». Ainsi, il connut les rives de la Mer Noire en période estivale. Rigoriste sur les principes marxistes-léninistes et la valeur de l'exemple, il imposa aux autres des règles de conduite personnelle. Ainsi, ce n'est qu'après sa mort que d'aucuns de ses féaux se permirent de vivre sur un pied presque « bourgeois » tout en prenant quelque assurance.

Pour autant, après même être devenu le secrétaire fédéral qu'il resta près d'un quart de siècle, Péron fut poursuivi par les doutes avérés sur son attitude durant la Seconde Guerre mondiale et il se mit à dos plusieurs camarades avertis ou plus intrépides que la masse. Moyennant quoi il ne parvint que tardivement aux instances nationales du parti, dans la modeste fonction de membre suppléant du comité central.

Mis en place pour « un redressement sérieux dans cette fédération »

Prétendu animateur de « *causeries politiques* » durant sa détention, Yves Péron y fut un militant sans excès. Les témoignages convergent sur ce point alors que les allégations officielles sont fortement contestables quant à ses états de résistance active. Par contre, à partir de la mi-juin 1944, il assura un rôle propagandiste marqué dans le groupe FTP *Soleil* puis à Périgueux, à Bergerac et partout où sa cause l'appela. Il était alors qualifié de « *membre du Secrétariat régional du Parti* », avec d'André Dufour, dit « Olivier ». ¹¹²

À l'été 1945, sitôt sa démobilisation du 5^e bureau de l'état-major national FFI et après avoir rédigé une nouvelle biographie, les dirigeants parisiens le firent entrer à la section de confiance de la « montée des cadres », connue sous l'abréviation de SMC¹¹³. Orateur de qualité supérieure et militant sans états d'âme, une légende tenace diffusa que Péron aurait été affecté définitivement en Périgord sur la requête d'une délégation spécialement menée auprès de

demande des habitants ». Quoique la décision n'ait pas relevé d'une délibération municipale, l'inauguration s'était faite en la présence du maire « gaulliste » de Périgueux, Antoine Audi.

112 André Dufour, aide-comptable, né le 13 août 1909 à Paris. Député de l'Isère aux assemblées constituantes puis élu aux législatives de novembre 1946 (*Notices et portraits*, assemblée nationale, 1947).

113 Décision du secrétariat politique, 23 juillet 1945 (archives du comité central consultées avec l'appui de Robert Hue, alors Secrétaire Général du PCF).

Thorez¹¹⁴. Vérification faite, cette option n'est pas connue de communistes locaux aux états de service résistants sans rapport aucun avec les siens.

Elle est même contredite par le témoignage très crédible d'un ancien militant¹¹⁵. Par contre, les archives centrales du parti indiquent clairement que beaucoup de dirigeants d'avant la guerre avaient fait leur temps. Ainsi, en septembre 1945, le secrétariat politique national décida qu'il fallait « *prendre des mesures pour un redressement sérieux de cette fédération* »¹¹⁶. À l'égard des prochaines élections à la Constituante, l'instance attribua la tête de liste à Péron, suivi de « *Guy de Boisson* » (sic), au titre de l'UJRF. Suivirent, pour la forme, Jeanne Vigier (CGA), Picaut (un minoritaire du MLN) et « *Fouilloux* » (sic) qui perdit aussitôt sa nomination au profit de « *Rouland* » (re-sic).¹¹⁷

Imposé en Périgord pour « *remettre de l'ordre dans la fédération* »¹¹⁸, Péron élimina des éléments tièdes ou suspects quant à leur attitude antérieure. Celui qui fut présenté par la presse parisienne et la police politique de 1946 comme un potentiel ministre de la Justice¹¹⁹ commença à s'installer durablement, car depuis le 5 novembre précédent « *les camarades parisiens élus en province (devaient être) mutés dans leur fédération respective* ».

« *Assez obtus pour réussir au service de Moscou. Un prototype du marxisme-léninisme acharné* »

Dès 1945, Péron prit un ascendant définitif sur les communistes périgordins par son discours-programme sur la nationalisation des établissements de crédit, des industries électriques et gazières et un nouvel appel à l'union des forces progressistes. Une situation dont divers envoyés du comité central comme Mounette Dutilleul témoignèrent assez rapidement : « *Dutard s'efface trop derrière Péron* ». ¹²⁰

114 Entretien avec René Chouet et Guy Penaud, mais leur point de vue est contesté.

115 « *Péron a été imposé par le comité central* » (entretien avec André Leymarie, membre du CCL de l'été 1944 et ancien élu communiste, Saint-Pierre-de-Chignac, 14 juillet 1999).

116 Décision du secrétariat politique, 25 septembre 1945 (archives du comité central).

117 En fait, il s'agit de Guy de Boysson, de Julien Fouillou, ancien dirigeant local interné en Algérie, et de Fernand Roulland. La liste varia encore lorsque Dutard fut repêché à la place de Guy de Boysson, promu tête de liste URR dans l'Aveyron.

118 Dossier Péron, archives du comité central PCF.

119 Annoncé « *futur membre du comité central, garde des Sceaux d'un éventuel gouvernement Thorez* » (rapport RG Périgueux, 17 oct. 1946, arch. dép. Dordogne, série 1.592 W).

120 Rapport du 14 octobre 1946 (arch. du comité central). Dans l'organisation du PCF, chaque membre du CC était chargé de suivre une fédération. Mounette Dutilleul, ancienne épouse d'un

Près de la fin de la première législature, l'avenir semblait encore radieux pour le député. Selon le journal *L'Aurore* des 28-29 avril 1951 : « *C'est lui qui prendra la suite de Maurice Thorez. Assez obtus pour réussir au service de Moscou* ». De fait, l'apparatchik avait réussi à se constituer une image de tribun dans des rassemblements extérieurs au département. En Isère, il avait été présenté par *Le Travailleur alpin* comme le créateur des premiers maquis du Sud-Ouest. Une notoriété supplémentaire lui était venue pour avoir parlé sur *Radio Budapest* et sur *Radio Prague*¹²¹.

En 1951, une note de police apprit au préfet Serge Baret de lourds éléments à charge : « *C'est le prototype du marxiste-léniniste acharné, sûr, sans pitié, courageux, pour qui le devoir communiste ne peut avoir deux chemins. (...) Il est certain que ses troupes se sont livrées à un grand nombre d'exécutions, meurtres ou pillages. Les ordres du parti étaient d'ailleurs formels : il fallait mettre hors de combat tous les éléments susceptibles de "s'opposer à la prise de pouvoir par les communistes", sous le couvert de l'épuration patriotique* »¹²². Pourtant, du fait des lois d'amnistie, les poursuites judiciaires étaient en voie d'extinction. Précaution ou coïncidence, cette année-là, Péron aurait été sollicité pour prendre un emploi au *Mouvement de la Paix*, à Prague. Mais l'affaire n'eut pas de raison à prendre corps et le député battu resta sur sa terre d'exercice¹²³.

Intégrisme dogmatique et alignement idéologique

Il est désormais connu que l'appareil politique communiste national s'imposa face aux anciens résistants effectifs du parti. Les recherches historiques ont fait un sort à la légende bâtie par les communistes oppositionnels selon laquelle par exemple, Guingoin et Tillon auraient suivi en 1940 une ligne opposée à celle de Duclos. Jusqu'à son éviction, Tillon resta un homme d'appareil. Pour sa part, Péron eut des tensions avec de véritables combattants FTP, tel Eugène Connangle, que l'intérêt supérieur du parti prit le soin de masquer. Par contre, comme l'indiquent nos recherches, il reçut autour de lui des adhérents devenus militants empressés, que l'opinion locale estima souvent avoir été des ouvriers de la onzième heure.

communiste allemand puis compagne d'Arthur Dallidet, était la fille d'Émile, député communiste. Ancienne permanente du parti, elle avait été déportée en Allemagne.

121 *Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 26 janvier 1951.

122 *L'Épuration en Dordogne...*, pp. 105 et 106.

123 Entretien avec Roger Ranoux, 16 octobre 2001.

D'après un acteur d'époque aux propos souvent contestés mais aux services résistants établis, Péron avait été trop lié à Marius Patinaud et tous deux avaient « été les responsables de la signature d'allégeance à Pétain par les prisonniers communistes (sauf sept) de Nontron, Mauzac et Bergerac »¹²⁴.

Dans ces conditions, il y a lieu de considérer d'autres déclarations de Coustellier : « À partir du 20 août 1944, bien planqués, ils [Patinaud et Péron] prirent ensemble les directions du PCF et des FTPF de la Dordogne. Après la Libération (...), Péron se "conduisit" en véritable dictateur. Il mit tout en œuvre pour écarter ceux qui auraient pu gêner son "arrivisme" (...). Péron écarta Dortet, secrétaire fédéral [à l'organisation] du PCF en Dordogne ; Chapdeville [devenu] président départemental du comité de libération ; Schenerson (sic), maire de Mussidan et les anciens Résistants : "Alfred", "Rasemotte", "Soleil", "Blaise", "Rico", "Pinochio", "Arnold" [frère de Michel Schneersohn, ancien prisonnier de guerre] et tous ceux qui auraient pu le gêner dans sa façon d'agir ». ¹²⁵ Selon des propos que ses anciens amis assimilent à de la forfanterie tardive mais qui illustrent les « secrets de parti », Coustellier ajoute des moments qui ne relevèrent pas de la discussion de salon : « Au cours des années qui suivirent la Libération, Péron reçut à Périgueux une énorme gifle par Arnold, une raclée mémorable par Rasemotte, trois raclées par moi ».¹²⁶

Durant leur incarcération politique, de nombreux internés qui avaient laissé leur famille dans le besoin cédèrent à la pression morale des autorités en signant l'engagement de ne plus militer pour leur parti. Bien que certains aient apporté leur contribution à la cause résistante, ils firent l'objet de rétorsions¹²⁷. Parce qu'il était apprécié pour son honnêteté intellectuelle et au prix de son autocritique, Chaumel resta administrateur du périodique cégétiste *Le Peuple de la Dordogne* jusqu'à 1948.

Bien qu'allé genoux saignants à Canossa, mais taxé de « mollesse », Dutard perdit sa fonction de secrétaire fédéral en attendant de céder son mandat de conseiller général de Périgueux au profit de Péron. Pour sa part, Louis Dauphin

124 Lettre de René Coustellier, précitée.

125 Il s'agit respectivement d'Henri Borzeix, Michel Schneersohn, René Dessalien, Coustellier, Edmond Givord, de l'Italien Angelo Rico, du républicain espagnol Emilio Alvarez-Canosa et du FTP russe Arnold Krassinine. Au vu de Chapdeville, Chaverou et Dortet, comme de notre entretien avec Henri Borzeix, des évictions du parti et des « remises à la base » existèrent bien, tel le cas de Noël Doublecourt. Mais les intéressés ne se turent pour ne pas aggraver leur cas

126 Lettre de René Coustellier à Marie-Claude Dortet-Besse, 30 juin 2006.

127 Entretien précité avec Denise Peyramaure ; dossiers RG Chaumel (arch. dép. Dordogne, 1.592 W 16) et Dutard (arch. CC PCF, aff. Bellanger, Bouvier, Chaumel et Dauphin).

subit une enquête interne qui lui fut pénible et il se trouva relégué dans de modestes fonctions de l'ARAC alors que Péron vint à assurer sa présidence départementale.¹²⁸ Péron et Ranoux réunis convoquèrent le cheminot Jean Vialas, pour le sanctionner à nouveau.¹²⁹ Ce dernier était revenu au parti après l'avoir quitté durant quinze ans¹³⁰.

Il est aussi acquis, qu'au cours de 1948, Péron évinça Paul Bousquet, venu de la franc-maçonnerie, du radical-socialisme et de l'AS au parti communiste par le canal FTP. Peu formaté pour rester dans un parti stalinisé, l'ancien lieutenant-colonel « Demorny » fut suspecté de tiédeur envers les options du parti et même taxé d'organiser des « *maquis noirs* »¹³¹. De même, en Bergeracois rebelle, le dirigeant communiste remit en place plusieurs responsables tels Gabriel Chaverou, Ida Detez de la Drève, Pierre Legendre et l'électron libre Alexandre Zinguérévitch. Les observateurs crurent même qu'après celui de Loubradou un nouveau schisme local allait survenir : « *Les conséquences de cette algarade ne se seraient pas faites attendre et il paraîtrait que Mme Detez et M. Chaverou, vexés et peut-être " tièdes " en ce moment, se retireraient de la vie politique. Quant à M. Legendre, il serait relevé de ses fonctions du B. L. [Bergerac Libre] »*¹³².

Péron entendit aussi exercer sa vision de la moralité. Sous la plume d'un journaliste de *L'Humanité* commis à rappeler son long engagement multi-fonctions, René Chouet l'a reconnu : « *Les communistes devaient être "parfaits", presque " irréprochables", y compris dans leur vie privée. Nous n'étions guère tendres avec les camarades ayant des "affaires sentimentales" marginales ! »*¹³³.

Ainsi, après Noël Doublecourt « remis à la base », d'autres liaisons intimes furent passées au crible. En 1947, Gabriel Chaverou, lié à Ida Detez de la Drève, se vit privé de sa situation dirigeante à Bergerac. La censure conduisit aussi à la mise en quarantaine de l'institutrice Jeanne Combroux pour cause de mésalliance

128 Louis Dauphin, né le 31 décembre 1891 à Pensol (Haute-Vienne), maçon, tailleur de pierres et ouvrier des chantiers ferroviaires avant de devenir postier. Ancien combattant et blessé de guerre, il avait adhéré au parti communiste en 1921. Il fut un militant « *fougueux et combatif* », artisan de la fusion CGT-CGTU. Interné en 1940, il obtint sa libération deux ans plus tard et dut se tenir sur ses gardes pour ne pas être incarcéré à nouveau.

129 Entretiens précités Simone Daudou et Denise Peyramaure (filles Vialas et Chaumel).

130 Sur l'internement politique de Vialas, voir le chapitre 10 de notre ouvrage *Les communistes en Périgord*.

131 La veuve de Paul Bousquet détruisit toutes les archives de son mari après son décès.

132 RG Bergerac, 14 avril 1948 (arch. dép. Dordogne, série 1.592 W).

133 *Sous les plis du drapeau rouge*, p. 248 (op. cit.).

sociale¹³⁴. On sait aussi que, pour les mêmes raisons, Raymond Dortet avait été évincé au début des années 1950.

Certes, l'enseignant avait noué une relation avec Régina Chapdeville, la veuve de Pierre Lanxade, après que Bouthonnier se soit montré très pressant avec Marguerite Chapdeville. En 1938, à l'instigation du prédécesseur de Péron, celle-ci et son mari avaient été exclus pour « *fractionnisme trotskiste* ». Mais il est tout aussi avéré que, comme dans le cas André Fortané, Dortet, ancien interné sous Vichy, devenu instructeur politique clandestin au château quercynois de Mercuès sous l'Occupation, représentait un potentiel concurrent qui indisposait Péron¹³⁵.

Après le XX^e congrès du parti soviétique, des interrogations surgirent dans l'esprit d'adhérents périgordins. Gaillard Clerc, ancien maquisard FTP devenu adhérent communiste en 1946, indique qu'il démissionna à cette époque. Des instituteurs, anciens résistants en armes, comme Jean Éloi, Fernand Pasquet¹³⁶ ou Gabriel Glénadel l'avaient précédé. Leur collègue et ancien prisonnier de guerre Fernand Valette monta à l'offensive lors de réunions internes. Libre penseur impénitent, il se heurta au secrétaire fédéral redevenu député. Ce furent alors « *de belles empoignades verbales et Péron le mit plus bas que terre !* »¹³⁷. Valette et sa femme cultivaient la fibre affective. Ils restèrent au parti communiste car « *c'était difficile de quitter les copains !* »¹³⁸.

134 Entretiens avec Sylvie Vozolinskis, Maurice Le Duff et Jeanne Combroux. Doublecourt fut chargé de la coopérative de consommation *L'Éveil du Nontronnais* dite forte de 515 sociétaires et revint en grâce (rapport RG n° 181, timbre « *Secret* », juillet 1951 ; note RG du 3 avril 1957, arch. dép. Dordogne, 1.592 W 10). Par la suite, il y eut aussi tensions lorsque Michel Testut (auteur de *Fils de famille*) épousa la fille des communistes Albert Rigoulet et Marie Coupaud.

135 Régina, dite Linette, Chapdeville, née à Bourg-du-Bost, le 9 février 1922. Elle décéda à Périgueux le 24 mai 2006 (entretien avec l'intéressée, Boulazac, 1999 ; avec Marie-Claude Dortet et Michel Lanxade, petit-fils Chapdeville, 2006). André Fortané, né à Bordeaux en 1915, membre des *Jeunesses communistes*, militant CGTU puis CGT, devenu agriculteur chez son beau-père, à Saint-Médard-de-Mussidan, avait été déporté à Buchenwald puis à Dora en janvier 1944. Un article nécrologique l'a dit « *résistant en Dordogne* » sans aucune précision (Michel Noblecourt, *Le Monde*, 19 septembre 2009). Sa biographie plus avancée figure dans un ouvrage (Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord*).

136 Fernand Pasquet, né le 15 août 1917 à Molières. Réformé en 1940 (plusieurs entretiens avec l'intéressé et arch. dép. Dordogne, 2 R 1.332, matricule 286).

137 Entretien renouvelé avec Gaillard Clerc (Saint-Martin-l'Astier, octobre 2006).

138 Connaissances personnelles de l'auteur et entretien avec leur fils, Jean-Paul, 2006.

Les intransigeantes certitudes doctrinales de Péron

Péron avait été annoncé au comité central en 1946. Il le fut encore trois ans plus tard¹³⁹. Or, il ne devint un modeste suppléant que vingt ans après la Libération. Pourtant, en 1956, l'instance était passée de 42 à 73 titulaires. Autant que son manque de participation à l'action résistante, ce sont ses relations de 1944 avec Marius Patinaud et son sentiment de supériorité qui le confinèrent à l'extérieur du cercle dirigeant. Pour autant, ce n'est pas qu'il n'ait pas possédé la culture générale et idéologique requise : « *Il connaissait parfaitement tous nos classiques, les philosophes, ainsi que Jaurès, Marx, Engels, Lénine, etc.* »¹⁴⁰.

En Périgord, plus encore qu'ailleurs, le fonctionnement théorique du parti ne fut jamais respecté. Le fait « *d'avoir raison* » ne conféra que rarement une « *désignation aux fonctions qui répondent à ses aptitudes et à sa valeur personnelles* »¹⁴¹ et Péron usa continuellement des services de féaux sans envergure. En 1947, après l'éviction de Dutard du secrétariat départemental, le jeune Roger, Jules Ranoux, à peine âgé de vingt-cinq ans, fut un très malléable responsable d'apparence. Passées les législatives de 1951, quand Péron eut perdu son siège parlementaire, il prit officiellement la direction de l'organisation départementale et en fut le « *secrétaire fédéral appointé* ». Désormais, le fonctionnement du parti allait se faire de manière encore plus directive et le culte de la personnalité locale se poursuivre.

Les témoignages sont convergents à reconnaître que « *le centralisme assez peu démocratique* » caractérisa la vie de la fédération. Non seulement Péron la mena en conformation avec la ligne nationale acquise à la cause soviétique, mais encore il s'appuya sur une garde rapprochée réduite et prise à témoin. Durant ses séjours utilitaires dans les pays de l'Est ou pendant les séjours sur les bords de la Mer Noire dont se souvient son fils, il remettait ses prérogatives à un féal et factotum totalement acquis. Ainsi, René Chouet fut convié au comité central des 16 et 17 juin 1953¹⁴².

139 Note RG, août 1949 (dossier de police de Péron, cote 1980.0280, CAC Fontainebleau).

140 Chouet, *Sous les plis du drapeau rouge*, page 249 (op. cit.).

141 Maurice Thorez, *Fils du peuple* (apocryphe, revu et mis à jour, Éditions sociales, p. 357).

142 Rapport RG, Périgueux, 8 juillet 1953, dossier 193 C (arch. dép. Dordogne, série 1.592 W). On notera qu'à cette époque le régime communiste d'Allemagne de l'Est entretenait un étroit contrôle social par la redoutée police politique *Stasi* créée en 1950. Péron savait-il que, comme en Espagne franquiste, les enfants des familles « déviantes » étaient très généralement enlevés à leurs parents pour être adoptés par des familles du système ? En tout cas, il ne pouvait méconnaître que la firme cinématographique DEFA – après l'UFA sous emprise hitlérienne – eut le monopole de la production sur plus de 700 films dans lesquels jouèrent des artistes français comme Michel Piccoli ou Gérard Philipe dont une rue de Boulazac porte le nom (« Quand la RDA faisait son cinéma », chaîne Arte,

Les observateurs notaient d'autant plus aisément les allées et venues de leur connaissance préférentielle qu'il se donnait de l'importance faisant connaître aux militants de base ses congés estivaux en famille sur les bords de la mer Noire : « *Le secrétaire fédéral du PCF, Yves Péron, ancien député de la Dordogne, est absent de Périgueux depuis la mi-juin 1953. Dans les milieux communistes, on prétend que ce responsable est actuellement en vacances et qu'il effectue un voyage dans les "démocraties populaires" (...). L'article suivant a été publié, en effet, dans le quotidien régional communiste "Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest", portant la date des 27 et 29 juin 1953 : " Tout est calme à Berlin, après les émeutes des commandos fascistes " ».*¹⁴³

L'intégrisme du secrétaire fédéral provoqua des échos lorsque Pierre Villon écrivit à son sujet : « *J'ai eu la confirmation que le camarade Péron qui a de grandes qualités et beaucoup d'autorité doit être amené à mieux écouter, laisser parler, stimuler la discussion au lieu de répondre immédiatement à celui qui ouvre la bouche. C'est là, à mon avis, la cause essentielle de la faiblesse relative de discussion et de critique [en Dordogne] »*¹⁴⁴.

Plus tard, lors de ses recherches, l'historien et cinéaste Henri Calef n'entrevoit pas les seules ambitions de Péron comme une explication à sa relégation. Il s'ouvrit de ses interrogations auprès du socialiste et dignitaire franc-maçon Raymond Boucharel qui avait côtoyé notre personnage : « *Il fut une sorte de motif de la figure de proue communiste des années 1944-50, jusqu'au moment où soudain son étoile semble avoir été mise en veilleuse. Est-ce exact ? Dans l'affirmative, sauriez-vous la ou les raisons ? »*¹⁴⁵.

Yves Péron dans les poursuites judiciaires

documentaire, 17 août 2019). Avant même son succès au théâtre et dans *Fanfan la tulipe*, on avait connu le second dans le psychodrame social (*Une si jolie petite plage*, Yves Allégret, 1948).

143 Ibidem supra. Sans surprise, en 1956, Péron approuva la mise au pas de la Hongrie. En 1961, il se loua de l'érection du « *mur de protection antifasciste* » de Berlin. Cette affaire coûta l'équivalent de plus d'un milliard € 2020 par an à la RDA qui en vint à laisser partir 35.000 dissidents pour financer la mortifère barrière et la la *Stasi*. Le long des frontières Est-Ouest, les barbelés étaient électrifiés. Plus d'un millier de personnes furent tuées pour avoir voulu passer (documentaire « La chute du mur », chaîne *Planète +*, 15 avril 2015 ; sur la *Stasi*, lire Florian Henckel von Donnersmarck, *Le bouclier et le glaive du parti*, Allemagne, 2006).

144 Dossier Péron, « section de montée des cadres », 29 juillet 1954 (archives du comité central). Pierre Ginsburger, dit *Villon*, né à Soultz (Bas-Rhin), le 27 août 1901. Dirigeant du COMAC sous l'Occupation et membre de l'ACP. Député de l'Allier en 1945, réélu.

145 Lettre du 27 juillet 1987 (Gillot et Lagrange, *L'Épuration en Dordogne...*, op.cit., p. 105).

Entre 1940 et 1962, Péron fit l'objet de quatre procès. Mais, par l'effet des lois d'amnistie et des éléments contextuels d'après-guerre, les accusations portées contre lui à l'occasion de l'épuration n'aboutirent pas plus qu'elles ne le firent vis à vis d'autres impliqués. Ainsi, il reste surtout de ce pan d'histoire locale agitée des récriminations virtuelles.

Pour ses habituelles fougades contre les autorités, le ministère public attendit que Péron ne soit plus couvert par l'immunité parlementaire. Alors, il lui fut reproché des provocations à la violence, des injures et des diffamations. Le summum arriva lors de son inculpation pour atteinte à la sûreté extérieure de l'État. Mais ce dernier chef fut abandonné. La justice fut, en définitive, plutôt magnanime à son égard. Ainsi, en mai 1953, le dirigeant ne fut condamné qu'à 20.000 francs d'amende avec sursis pour avoir accusé le gouvernement de préparer la guerre et menacé de « *faire rendre des comptes* » à deux inspecteurs de la DST. La même année, il bénéficia de ressources personnelles. Ainsi, après s'être vivement associé à la campagne contre le général Ridgway, un ancien juge du temps de l'Occupation et de la Libération trouva le moyen de relaxer Péron¹⁴⁶.

Lui-même mis en cause sur ce terrain, Péron participa activement à la défense d'anciens résistants ou prétendus tels, accusés ou véritablement impliqués dans des actes répréhensibles. Ainsi, le 6 mars 1948, lors de poursuites judiciaires contre des chefs FTP aux exactions peu contestables, il conduisit une délégation protestataire auprès du préfet. Puis il pesa alors de tout son poids pour réaliser, selon la presse de son parti, un « *meeting inoubliable de 5.000 FFI* », à Périgueux¹⁴⁷.

Yves Péron, l'avant et les revers

Les élus communistes pratiquèrent toujours des « *comptes rendus de mandats* », une pratique de contact populaire répondant également au souci de développer des thèmes d'action. Dans ce registre, Péron se fit aussi l'intercesseur de groupes sociaux. Le discours passa des relations utilitaires aux tensions les plus vives avec les socialistes. Une conflictualité durable l'opposa longtemps à l'échiquier politique local élargi avant que ne survienne un terrain d'entente mutuellement profitable avec le gaulliste Yves Guéna. Ce fait patent eut ses contreparties aux dépens notables d'un conseiller général gaulliste. Il a

146 « *Attendu que n'est pas suffisamment démontrée la volonté du prévenu d'inciter à des crimes et des délits* », tribunal correctionnel de Périgueux, présidence de Louis Legorju (dossier de police de Péron, CAC Fontainebleau, 1989.0464).

147 *Bergerac Libre*, 6 mars 1948.

enfin été reconnu par les héritiers de Péron et ceux du Commandeur gaulliste alors que la notoriété bruissait depuis longtemps quant aux avantages électoraux et à la bienveillance consentis aux états résistants de certains apparatchiks locaux.

Devant l'évidence, la presse a dû se résoudre en faire un peu plus part qu'auparavant lors des chroniques nécrologiques relatives à Guéna : « *Ils ont signé quelques jolis coups de billard politique à trois bandes et une sorte de savant partage territorial dont il reste quelques traces. En 1989, Guéna a été élu sénateur grâce au PC. Un "coup fabuleux", s'amuse François Roussel, le maire LR [Les Républicains] de Neuvic. "Des hommes et des femmes ont estimé qu'il avait plus d'étoffe que certains", sourit Jacques Auzou, le président communiste de l'Agglo(mération) du Grand Périgueux. Contre l'OTAN, le traité de Maastricht, etc. Guéna a même fait la une de " L'Huma" en 1990 et c'est aux côtés de Robert Hue qu'il a inauguré l'espace Aragon où siège le PC à Périgueux* »¹⁴⁸.

De nos jours, il n'est pas que les militants socialistes pour constater que la jurisprudence Péron-Guéna se perpétue tellement qu'elle persiste dans le paysage local : « *(Guéna) c'était un habile politique qui savait pactiser avec le parti communiste sur le dos du PS quand il le fallait* »¹⁴⁹.

La posture pour masquer l'imposture

Dès l'été 1944, de villes en villages, Péron figura au premier rang de toutes les manifestations patriotiques. Parfois en civil, mais souvent martial sous un uniforme doté des cinq galons d'un lieutenant-colonel, les photographies le représentent saluant militairement, tel un cliché pris à Sarlat ou bien un autre sur les marches du palais de justice de Périgueux. Au mois d'octobre, il était aussi

148 Entretien avec Michel Lopez et Alain Vergnolle, « Avec les communistes, la "connivence au sens noble" (sic) » (*Sud-Ouest*, Dordogne, 4 mars 2015). Ce jour-là, à l'occasion du décès de Yves Guéna, dans une page régionale entière intitulée « Le dernier des gaullistes », le journaliste Dominique Richard rappela son choix en faveur d'Édouard Balladur contre Jacques Chirac en 1995, son opposition à la candidature municipale d'Antoine Audi à Périgueux en 2014 et le fait que le défunt « *n'a(vait) jamais obtenu le grand portefeuille qu'il convoitait* ». Pour autant, à la mort de Guéna, *Sud-Ouest* titra, pleine une, non moins que « Mort d'un géant ». Sur la famille d'Yves Guéna, lire l'ouvrage de sa fille Brigitte Costa, *Et j'ai même été juge* (Barley, 2010).

149 Émilie Delpeyrat, citant l'ancien conseiller municipal Jean Naturel, « Décès d'Yves Guéna. Les Périgourdins saluent "le grand homme" » (*Sud-Ouest*, Périgueux, 4 mars 2015). La récente élection de la communiste Marie-Claude Varaillas au Sénat, au détriment du centriste Jean-Pierre Cubertafon - très faible bénéficiaire du désistement de la candidate de droite Joëlle Huth - confirme le système installé.

directeur de la publication *France d'Abord*. Sa mise en scène ne cessa de se poursuivre. Telle la présentation de ses services militants, titres et grades, sur non moins que onze lignes serrées, lors des élections législatives de 1946.

Avant même sa députation, Péron entreprit une relation particulière avec la ville de Bergerac qui avait entendu sa première intervention publique d'importance, dans la semaine suivant la Libération. La présence de la presse du *Front national* tout acquise au parti communiste qui l'avait financé, engendra une propagande dévote et répétée en sa faveur¹⁵⁰.

Trois colonnes à la une, *Bergerac Libre* rendit compte avec emphase de la prestation du député constituant, le 8 janvier 1946. Il décrivit le discours de deux heures de « Yves Péron, militant ardent, tout dévoué à la cause de la République et de la démocratie ». À cette occasion, les socialistes se firent reprocher d'avoir gagné des élections sans tirer la conséquence d'un gouvernement partagé. Mais les coups les plus durs du moment allèrent au MRP, « la Machine à Ramasser les Pétainistes », et aux radicaux-socialistes, un parti de « conservatisme social »¹⁵¹.

La popularité de Péron crût de ces situations et *Bergerac Libre* signala qu'une des neuf cellules de La Linde avait pris le nom du chef de parti ce qui donne du corps à la réflexion d'Hannah Arendt « sans les masses, le chef n'existe pas ». Dans la petite ville dirigée par André Heynard, le député fut reçu par « une ovation des plus sincères et des plus enthousiastes (à) son arrivée à la tribune ». C'est même « avec la foi et le dynamisme qui lui est si personnel (qu'il fut) écouté plus d'une heure dans le plus profond silence »¹⁵².

Péron ne manqua que rarement les fêtes locales du parti. En août 1946, avec Dutard, il fut à celle de La Mouline. Le mois suivant, accompagné de Jeanne Vigier, il intervint à Eymet dans un ordre protocolaire passé à son avantage. Son discours était rodé : « Enfin, sous les applaudissements, Yves Péron prend la parole. Son discours est dans la première partie une étude sur les événements qui ont précédé la guerre depuis 1936 ; il démontre que le Parti Communiste

150 Sur l'aboutissement aux journaux communistes *Les Nouvelles de Bordeaux* et *Bergerac libre* d'une forte partie des 435 millions pris à la *Banque de France* de Libourne en septembre 1944, voir Gillot et Lagrange, *Le partage des milliards de la Résistance*.

151 Le MRP obtint 14,46 % des suffrages exprimés (aucun élu) à l'élection des députés constituants du 21 octobre 1945 ; 18,67 % (un député) à celles du 2 juin 1946 et 16,23% (un député) le 10 novembre 1946. Sa récession se fit au bénéfice des radicaux-socialistes puis du RPF mais il resurgit lors du système des apparentements aux législatives de 1951 et 1956.

152 *Bergerac Libre*, 21 mai 1946.

avait vu clairement le résultat des multiples abdications des démocraties devant les états fascistes. Seul, il avait pris courageusement position contre Munich ».

Un parlementaire des plus pugnaces

À nouveau député lors de la première assemblée législative, Péron fut vice-président de la haute cour de justice. Il appartient à la commission d'enquête sur « *les événements* » survenus en France de 1934 à 1945. Charles Serre, conseiller général de Champagnac-de-Bel-Air et député « *indépendant* » d'Oran était alors en phase d'approche du parti communiste. Il assura le rapport de la commission et se conjuga à Péron quand Georges Bonnet fut auditionné¹⁵³.

Le député se fit particulièrement remarquer à Paris par ses prises de position en matière de répression de la collaboration des dirigeants politiques. En ces occasions, il se fit l'égal de résistants plus effectifs. Durant la séance du 6 août 1946, avec Pierre Villon, Maurice Kriegel-Valrimont, Arthur Ramette, Pascal Copeau ou Emmanuel d'Astier de la Vigerie, il prit le sillage du résistant reconnu Albert Aubry, député SFIO d'Ille-et-Vilaine et intervint longuement lors de l'évocation du cas de la magistrature.

Apparut ainsi nettement le tréfonds acharné de Péron à l'égard de plusieurs juges touchant jusqu'au ministre de la justice MRP et élu breton Pierre-Henri Teitgen lui-même : « *Nous avons toujours donné une large place au problème de l'épuration, non que nous souhaitions assouvir des vengeances, mais parce que nous avons la conviction que le châtement des traîtres est une condition de la renaissance de notre pays. (...) Il a déjà été beaucoup parlé de M. Zambeaux. Ce magistrat était substitut dans le département de la Seine sous l'Occupation. En décembre 1943, il a été nommé avocat général près la cour d'appel de Paris. (...) Il a obtenu cet avancement et a été nommé à la section spéciale où il a requis contre des patriotes. À la Libération, ce magistrat a été nommé directeur de cabinet du garde des sceaux et il l'est encore* »¹⁵⁴.

Matois et paraissant connaître ses interlocuteurs, Teitgen répondit surtout au député Aubry, « *un résistant authentique, un homme d'un courage exceptionnel (qu'il avait) écouté avec attention et avec affection* » pour indiquer que 279 magistrats venaient d'être sanctionnés et que 103 d'entre eux avaient fait l'objet d'une mesure plus sévère de sa part que ne l'avait préconisé la commission d'épuration de leur corps.

153 Archives de Charles Serre communiquées par Henri Brives.

154 Journal officiel des débats de l'Assemblée nationale constituante, 7 août 1946, p. 3.006 sq.

Sur le cas d'un accusé à tort de collaboration et d'appartenance à la *Milice*, le ministre souleva l'ire des bancs communistes en précisant non sans suggérer les excès : « *Il a été arrêté au moment de la Libération par les francs-tireurs et partisans au bureau de son journal car il était journaliste. Traduit devant une cour martiale en août 1944, il a été condamné à la peine de mort. Nous noterons que les trois personnages qui composaient cette cour martiale sont tous, à l'heure actuelle, sous le coup de mandats d'amener pour vol, assassinat et pillage* »¹⁵⁵. C'est dans ces mêmes circonstances que le ministre évoqua le cas, localement bien connu, « *d'un certain Lapuyade, condamné à mort par la cour de justice de Périgueux* » qui avait exercé une demande de grâce.

En aurait-il eu connaissance que le ministre aurait pu évoquer le cas précédent de l'ouvrier boulanger périgordin Pierre Grimard, père de famille, prisonnier de guerre évadé, passé par la LFC et le SOL avant de choir benoîtement mais sans débordements de sa part à la *Milice*, et qui avait été prestement condamné à mort par la cour martiale de Périgueux le 28 septembre 1944, puis exécuté deux jours plus tard¹⁵⁶. Dans un concert opposant souvent les démocrates-chrétiens aux communistes, l'emblématique chanoine Kir, député de la Côte-d'Or, monta aussi au créneau pour protester contre la récupération communiste déjà contestée en Périgord : « *La Résistance n'est le monopole de personne* »¹⁵⁷.

Mais, entre échecs et réussites dans les interventions du député périgordin, la presse partisane rendit compte de sa détermination : « *C'est après de longs et pénibles débats que, malgré les efforts de MM. Yves Péron et Kriegel-Valrimont, l'Assemblée Nationale adopte la loi sur la Haute Cour dont on ne peut pas dire qu'elle fonde vraiment les bases d'une justice populaire. Quelques minutes avant la fin de la séance de nuit, M. Péron parvient à entraîner le parti socialiste à faire voter par les deux partis majoritaires de la Chambre un amendement essentiel. Il s'agit de permettre aux organisations démocratiques de se constituer parties civiles dans les procès de la Haute Cour. Par cette décision que sa ténacité a enlevée au dernier moment, M. Péron a donné au*

155 Ibidem supra, séance du 7 août 1946, pp. 3.014 sq. et la mention « *Rires au centre et à droite. Interruptions à l'extrême gauche* ». Dans la suite de son intervention, Teitgen fit part de 150.000 collaborateurs reconnu, établit des hiérarchies dans les responsabilités entre « *quelques centaines de traîtres abominables* », des « *lâches méprisables* », des « *demi-lâches, également méprisables* » et « *beaucoup d'imbéciles* ». Il indiqua : « *Ces 150 000 collaborateurs auxquels il fallait demander des comptes ne sont pas 150.000 traîtres méritant la mort* ».

156 Sur Grimard, voir Gillot, Boddart et Lachapelle, *Los Embarbelats* (2019) et arch. dép. Gironde, 17 W 1.727 (procès devant la cour martiale de Périgueux).

157 Félix Kir (1876-1968), fut aussi le maire MRP de Dijon.

*peuple français la possibilité de se faire entendre devant le Tribunal Suprême du pays malgré les autres dispositions de la loi ».*¹⁵⁸

Dans les derniers mois de la législature, Péron fut aussi commis à contester les accusations sur les excès de l'épuration. Même si le chiffre d'un millier de victimes était proche de la réalité en Périgord, il répondit vertement à Pierre-Henri Teitgen qui avançait un chiffre national de 100.000 morts violentes et accusait le parti communiste d'avoir voulu « *faire de l'épuration un instrument de subversion politique* »¹⁵⁹.

Le temps de ses trois premiers mandats parlementaires, les questions écrites ou orales au gouvernement sur le ravitaillement, l'épuration et les aides aux victimes de la guerre furent un leitmotiv du député Péron. Ainsi, il intervint auprès de Charles Tillon pour la reconstruction du groupe scolaire de Mouleydier¹⁶⁰. Notamment en décembre 1947, après avoir dénoncé la situation faite aux internés du camp de Mauzac, il s'indigna des « *évasions scandaleuses de collaborateurs des prisons de Fresnes, Troyes, Noé, Carrère, Caen, Montpellier et leurs conséquences* »¹⁶¹.

Péron se soucia également de faire obtenir le plus large amnistie aux auteurs d'opérations commises sous couvert de résistance¹⁶². Il fit de même en faveur d'inculpés et condamnés pour faits de grève¹⁶³, tout en faisant front contre l'atténuation des faits de collaboration¹⁶⁴. Par ailleurs, il se fit le porte-parole des anciens soldats et victimes de guerre. Ainsi, la presse communiste rapporta l'une de ses nombreuses lettres au président de l'Union fédérale des anciens combattants dans laquelle il affirmait « *l'accord du groupe parlementaire communiste avec les revendications formulées par les deux générations du feu* » et avec les « *propositions concrètes émanant de (ses) amis Touchard, Mouton, Jean Duclos, Raymond Guyot, Mathilde Péri et d'autres membres* ».

158 «À l'Assemblée Constituante » (*L'Écho-Marseillaise du Centre*, 3 octobre 1946).

159 *Journal officiel des débats*, 5 novembre 1950.

160 *Bergerac Libre*, 19 avril 1947.

161 Sur le camp de Carrère, annexe de la centrale d'Eysses, voir la monographie de Pascal de Toffoli et al. (*Bulletin d'histoire judiciaire et pénitentiaire en Lot-et-Garonne*, n° 5, 2010).

162 Voir notamment son intervention à propos de l'article 16 de la loi du 16 avril 1946.

163 Proposition de loi (11 décembre 1947).

164 Prise de parole, à l'Assemblée nationale (26 novembre 1948).

En politicien confirmé, il demanda à l'UFAC de « *faire connaître (sa) position à tous les anciens combattants du département* »¹⁶⁵. Lors des tensions de la guerre froide, il intervint pour l'abrogation de la loi réprimant les *Combattants de la Paix* et se montra un polémiste très accrocheur. Son image officielle fut diffusée auprès de ses collègues. Plus de cinquante ans après, Henri Thamier, ancien député communiste du Lot, s'en souvenait encore : « *Yves Péron ? Je l'ai bien connu à l'Assemblée. Il avait été un grand résistant* »¹⁶⁶. Il a aussi fait foi de l'activité offensive du dirigeant périgordin : « *En 1947, lors de la discussion des lois scélérates qui visaient à porter de rudes coups aux travailleurs en grève (...), notre groupe s'était dressé contre le gouvernement et contre Jules Moch, ministre de l'Intérieur socialiste. Pour retarder l'issue du débat, Yves Péron, député de la Dordogne, résistant émérite, Georges Gosnat et bien d'autres, intervinrent des heures durant* »¹⁶⁷.

Un député intercesseur aux offensifs « comptes rendus de mandat »

Lors de la montée du RPF, Péron se porta sur tous les fronts. La presse communiste rendit compte de l'exercice de sa fonction préférée, la prise de parole publique. En 1947, sous le titre « *Premier de nos députés, Yves Péron rend compte de son mandat aux Bergeracois* », la presse communiste rendit compte d'une étape de son périple : « (...) *La foule se pressait, le 18 avril. (...) Cette manifestation a été la preuve éclatante que Bergerac a compris le péril que courent nos institutions* ». À cette occasion, le parlementaire attaqua « *les saboteurs de l'effort national* », se prit à démontrer « *les relais étroits entre de Gaulle et Pétain* » et il « *salu(a) les comités de vigilance* »¹⁶⁸.

Le député ne fut pas un progressiste sur tous les plans, mais le parti perdait des votes chez les jeunes. Il se commit donc à réclamer l'abaissement de la majorité électorale. À plusieurs reprises, il demanda vainement l'adoption d'un texte pour la ramener à 20 ans. Parlementaire d'un département qui comptait plus de 50.000 familles paysannes, Péron ne put se désintéresser du vote rural. En 1946, il intervint auprès du socialiste Robert Lacoste, alors ministre de la Production industrielle, pour l'attribution de matériels et de denrées. Le 14

165 *Bergerac Libre*, 10 juillet 1948.

166 Entretien avec l'auteur (Cahors, 17 octobre 2002).

167 Henri Thamier, *Le Rouge et le Cœur*, p. 138 et notre entretien (Cahors, 17 octobre 2000). La manipulation des faits s'est poursuivie : une exposition itinérante présentée au congrès de l'ANACR en R 5 (Limoges, 27-29 octobre 2006), préparée par la section de la Dordogne, a inclus le cliché de Péron parmi les vingt-quatre figures résistantes de proue en Centre-Ouest, au même titre qu'Edmond Michelet, Martial Brigouleix ou Georges Guingouin.

168 *Bergerac Libre*, 26 avril 1947.

décembre, *Bergerac Libre* rendit compte de la lettre d'accord. Au moment où chacun baisait la main qu'il ne pouvait couper, la missive débutait par la formule convenue « *Monsieur le Député et Cher Ami* ».

Il signala également au ministre communiste de la santé, Ambroise Croizat, la situation des « *malades démunis* » de la cité sanitaire de Clairvivre¹⁶⁹. En juin 1947, il demanda au gouvernement l'attribution d'un secours immédiat de 50 millions de francs aux paysans sinistrés du canton de Saint-Aulaye. Trois ans après, il déposa une proposition de loi en faveur des planteurs de tabac puis un texte « *tendant à l'octroi d'un crédit de 100 millions de francs au département de la Dordogne en vue de dédommager les victimes de la grêle* ». À l'approche des élections législatives de 1951, la situation des cheminots constitua encore un fort enjeu électoral dans les préoccupations du député.

Le 6 février, il demanda non moins qu'une loi « *tendant au maintien à plein effectif des ateliers SNCF de Périgueux* ». Toujours opportuniste et tête de la liste radicale-socialiste officielle, un vieux cheval de retour tenterait de aussi tirer la couverture à lui, cinq ans plus tard : « **Cheminots de Périgueux !** *Rappelez-vous que Georges Bonnet vous a toujours défendu quand il était député de Périgueux, qu'il a réintégré les Cheminots révoqués. Votez Georges Bonnet* »¹⁷⁰.

Un élu persuasif au conseil général

En 1945, Dutard avait été élu conseiller général de Périgueux. Six ans plus tard, il fut écarté et, à la faveur du maintien d'un candidat RPF, Péron lui succéda. À l'assemblée départementale, celui-ci exerça une fonction tribunicienne. Par ses capacités de conviction, il fit adopter des « vœux politiques », contre l'avis du préfet et malgré la présidence de Lacoste. Le 12 mai 1951, élargissant son action parlementaire, il fit voter un texte sur le désarmement, « *considérant que l'accumulation des bombes atomiques et thermo-nucléaires, les expérimentations au mépris des vies humaines, la création de blocs militaires, aggravent dangereusement la tension internationale* »¹⁷¹.

Ce succès l'encouragea à persévérer. Six mois plus tard, il recueillit encore une majorité pour exiger un armistice à la guerre de Corée pourtant initiée par Staline, la cessation de la guerre d'Indochine et la conclusion d'accords

169 Ibidem, 19 octobre 1946.

170 « La vie politique en Périgord », seconde partie (bulletin SHAP, 1^{er} trimestre 2014).

171 Arch. dép. Dordogne, 1 W 1.153.

commerciaux et culturels franco-soviétiques¹⁷². Il présenta aussi à la censure de ses pairs des décisions gouvernementales. En 1953, lors de l'affaire de la candidature du fils Barel, refusé au concours d'entrée à l'école nationale d'administration, et des dispositions générales prises contre les fonctionnaires communistes, il n'y avait que Péron et Brunet parmi 45 autres conseillers généraux.

Pourtant, le 6 novembre, plusieurs socialistes les suivirent en nombre. L'un d'eux invoqua la défense de la liberté pour justifier son vote et le Conseil d'État donna raison aux candidats communistes qui postulaient à l'ÉNA¹⁷³. Pour autant, Nicole Galinha, qui fut employée à la préfecture de Périgueux, se souvient des enquêtes serrées sur les postulants et postulantes à des emplois publics mêmes modestes : « *Les RG faisaient une enquête. Un communiste ou un candidat de telle famille n'avait aucune chance de pouvoir entrer* »¹⁷⁴.

La marge de manœuvre de Péron devint serrée lors de la guerre d'Algérie. Mais, il sut naviguer à vue et fut appuyé par le socialiste Martial Bélugue, membre du *Mouvement pour la paix et le désarmement*, issue de l'appel de Stockholm¹⁷⁵. Le préfet Rolland dut encore s'incliner quand, au prix de quelques concessions de forme, le socialiste Boucharel comme les radicaux Rey-Lescure et même Georges Bonnet entraînaient leurs collègues au vote d'un texte communiste pour l'ouverture de négociations sur l'Algérie, le retour du contingent en armes et la réduction du service militaire à douze mois.

Péron dans une nouvelle passe politique difficile

Au cours des derniers mois de son premier mandat législatif, Péron indisposa la « *presse bourgeoise* » par ses interventions à l'assemblée nationale. L'un de ses titres tira le portrait et l'itinéraire prêté au Breton en Périgord : « *C'est l'homme du règlement et qui joue au petit malin, parce qu'il l'a appris par cœur. Coupeur de cheveux en quatre, prétentieux, rageur, s'écoutant parler et se faisant "moucher" sans bonne humeur - "Monsieur Péron, vous êtes un*

172 Ibidem supra.

173 Affaire Barel et autres, conseil d'État, 28 mai 1954. Le premier était le fils de Max Barel mort sous les tortures de la *Sipo-SD* en 1944 et le petit-fils de Virgile Barel, instituteur, député communiste des Alpes-Maritimes d'avant-guerre. Figure alignée du parti communiste, celui-ci été interné en 1940 puis transféré dans un camp algérien dont il fut libéré au début de 1943..

174 Entretien avec l'auteur. Et entretien de sa part avec les anciens inspecteurs de police Jean Deguilhem, Robert Lascaux et Raymond Voisin.

175 Sur les *Combattants de la Paix*, voir le chapitre 22 de notre ouvrage *Les communistes en Périgord*.

*crétin " - il est en passe, sur ordre de se présenter dans la banlieue parisienne aux prochaines élections »*¹⁷⁶.

Pour autant, le député sortant mena encore la liste communiste périgordine, le 17 juin 1951. Victime du système des apparentements, elle n'obtint aucun des cinq sièges à pourvoir, malgré 61 517 voix et 31,82 % des suffrages exprimés.¹⁷⁷ Moins de cinq ans plus tard, lorsqu'il revint au Palais Bourbon, Péron n'avait rien perdu de ses certitudes affichées. À cette époque, les rues parisiennes étaient parfois risquées pour les parlementaires communistes et son collègue Roger Ranoux y fit parfois le coup de poing.

Son chef préféra encore intervenir à son banc et à la tribune parlementaire. De sorte qu'il se fit rappeler à l'ordre par le président de séance lors de la discussion sur « *les événements de Hongrie* »¹⁷⁸. Mais, peu après, Péron prit encore la parole pour dénoncer « *l'arbitraire policier, les abus de la garde à vue, le secret de l'instruction, les pouvoirs d'officiers de police judiciaire donnés aux préfets et la nécessité de leur abrogation* »¹⁷⁹.

Un dirigeant suspect à beaucoup

À défaut de pouvoir conserver les 6.000 adhérents communistes réels de 1946, l'objectif de Péron fut de maintenir la liste législative qu'il mena au dessus de 60.000 suffrages.¹⁸⁰ De fait, il y parvint jusqu'aux élections législatives de 1956 comprises.

Pour cela, le député chef de file entretint des discours de combat patriotique affirmé tout en se situant en pleine révérence à l'égard de l'URSS. Comme en témoigne la surveillance de services conjugués, il fut tenu pour le dirigeant local non avoué d'un plan renouvelé de mise à bas violente des institutions. En la

176 *L'Aurore*, 28-29 avril 1951.

177 Péron obtint 62.133 suffrages (675 de plus que la moyenne de sa liste) et le parti communiste ne perdit que 2.569 voix (3,04 %) par rapport à son pic de novembre 1946.

178 Séance parlementaire du 7 novembre 1956. Les historiens s'accordent à considérer que l'invasion de la Hongrie profita de l'expédition franco-britannico-israélienne contre Nasser. Sur le rôle de Guy Mollet, Maurice Bourgès-Maunoury, Christian Pineau, le Britannique Anthony Eden, les Israéliens David Ben Gourion, Moshé Dayan et Shimon Pérès, voir le documentaire de Peter Hercombe, *L'affaire de Suez. Le pacte secret* (2016).

179 Séance parlementaire du 20 juin 1957.

180 Yves Marois, ancien chef FTP et maire de Saint-Léon-sur-l'Isle, deux fois suppléant de Péron aux législatives : « *En Dordogne, le parti n'a jamais eu plus de 6.000 membres* » (entretien avec l'auteur, 16 octobre 2001). De son côté, René Chouet s'est limité au chiffre de 7.000 (*Sous les plis du drapeau rouge*, op. cit.).

matière, à défaut de présence locale du « *parti républicain de la liberté* », il eut des démêlés précoces avec les gaullistes qu'il ne ménagea pas. Ils se reprochèrent mutuellement des menées factieuses pendant une dizaine d'années.

Ceci étant, le discours des deux partis releva souvent de l'agitation et des extériorisations d'estrade. Il convient donc de faire la part des choses entre la réalité et la dramatisation sur le fait que Péron ait fait protéger nuitamment le siège de la fédération et qu'il soit entré en clandestinité, à l'été 1958. Un jeune communiste de l'époque témoigne : « *Il a passé plusieurs chez mon père, dans sa ferme d'Atur. Il fumait comme un pompier !* »¹⁸¹. Mais, ce ne fut pas son seul havre puisqu'en plus du Périgord Noir, il se cacha aussi chez les sympathisants communistes Jean et Denise Boyer, à La Nouaille¹⁸².

À cette époque, les archives de la fédération communiste furent disséminées en plusieurs endroits. Longtemps après, malgré qu'il en ait été incidemment retrouvé dans la maison d'un habitant du quartier Saint-Georges, à Périgueux, les dirigeants persistent à dénier leur détention. Quant au descendant des hôtes de Péron à Atur, il nous a indiqué, plus de trente-cinq ans après les faits, que la maison familiale contient encore des documents communistes.

Le 26 septembre 1959, à la suite d'échauffourées entre militants politiques, un billet anonyme parvint à Jean Pompier, un ancien résistant communiste passé par les cabinets de Chaintron et de Thorez, qui était alors inspecteur des Postes à Périgueux. Une forte menace pesa alors sur le chef partisan périgordin : « *Sur l'ordre de Moscou, l'ouvrier du bâtiment Yves Péron a fait marcher un commando à Saint-Georges. Un de mes camarades a été blessé, il sera vengé. Si pareil cas se renouvelle, Yves Péron, qui a déjà beaucoup de sang sur les mains, voyez Nontron, Montignac et ailleurs, sera abattu ainsi que ses principaux collaborateurs dont vous êtes, M. Pompier* »¹⁸³.

Autour de Montignac, les troupes FTP avaient laissé des cadavres de collaborateurs ou présumés tels sur le terrain. Il y avait également eu le cas emblématique de l'exécution du vice-amiral Platon, condamné depuis plusieurs semaines mais exécuté après la libération totale du Périgord. Le journaliste Dominique Richard en a livré son analyse : « *Yves Péron a été l'un des acteurs de cette disparition voulue par les plus hautes instances du Parti*

181 Entretien avec Christian Puimaille (Atur, 2005). Une courte clandestinité de Péron en Périgord Noir, déjà indiquée par Coustellier, nous a été confirmée par René Chouet.

182 Témoignage de Martine Pinaud (27 septembre 2020).

183 Souligné dans le texte original (*L'Épuration en Dordogne...*, p. 107). En avril 1938, au cours de sa carrière professionnelle, Jean Pompier avait été secrétaire de la cellule de L'Hôpital-Ydes (*Le Cantal ouvrier et paysan*, 2 avril 1938, cité in Maitron, tome 39, 1991, p. 107).

communiste »¹⁸⁴. Celui-ci n'avait pas parlé d'un périple immédiat de sa part en Périgord Vert après son escapade de Bergerac, le 11 juin 1944. D'ailleurs, elle aurait été osée, à plus de cent kilomètres, en des moments d'extrême surveillance allemande des voies de communication.

L'investigateur Dominique Richard, habituellement bien renseigné, a indiqué qu'après son évasion Péron fut « *caché d'abord (sic) en Périgord Vert, à côté de Piégut-Pluviers* ». ¹⁸⁵ Sans doute a-t-il, pour le mois, avancé les réalités du calendrier. Mais, dans la venue en Périgord Vert de l'apparatchik depuis maquis de Coustellier, en forêt de La Bessède, dans les lignes du journaliste, pourrait bien recéler l'explication d'une épuration septentrionale ciblée. En effet, le 9 avril 1945, au lieu-dit « Le Roc Branlant », sur la commune de Saint-Estèphe, la Croix Rouge exhuma un charnier contenant plus de deux douzaines de cadavres.

Parmi les dépouilles se trouvait celle du capitaine André Pointeau, passé à l'AS le 11 juin 1944, mais ancien directeur du centre de détention de Nontron. Le dossier militaire comme l'état civil du précédent geôlier indiquent précisément sa mort « *le 7 juillet 1944, à Saint-Estèphe, Dordogne* », soit plus de trois semaines après la sortie de prison de Péron. Même à pas feutrés et comptés, celui-ci aurait largement eu le temps de rallier la pointe du Périgord pour y régler ses comptes par des séides commis à cet effet, comme l'indiquèrent clairement une libelle gaulliste envoyée à l'ancien FTP communiste Jean Pompier et les rapports RG d'après la guerre. Le genre d'affaire qui navra d'ailleurs Raymond Boucharel, chef socialiste de l'AS locale¹⁸⁶.

L'évolution communiste au temps de Péron

Les temps d'après Libération marquèrent le zénith du parti communiste, en Périgord. Après son transit par le centre ville, il disposa d'un siège départemental dans un solide bâtiment pourvu de grilles d'enceinte, rue Gambetta, à Périgueux. Doté de plusieurs organes de presse écrite, ses moyens matériels de propagande furent inédits et les autorités s'étonnèrent des inédites conditions matérielles du parti thorézien. Mais une palette élargie d'organismes

184 Dominique Richard et A.-M. Siméon, *Le roman noir du Périgord* (Fanlac, 2001, p. 81).

185 Op. précit., p. 83.

186 Gillot et Lagrange, *On l'appelait « Doublemètre »* (op. cit.). Voir aussi le sous-chapitre 10.4. de notre livre *Les communistes en Périgord*. Notices sur Pointeau et Boucharel in Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord* (op. cit.). Notice sur Boucharel, prisonnier de guerre évadé, in Gillot, Boddart et Lachapelle, *Los Embarbelats*.

plus patriotes que jamais et un militantisme particulièrement organisé furent dédiés à capter la confiance de l'électorat.

En avril 1945, sous sa seule étiquette, le parti quadrupla le nombre de ses conseillers municipaux précédents. Avec l'appui du FN, de l'UFF, de la CGA, de la CGT et de divers « *résistants* », il atteignit près de 15 % des élus de base et parvint à compter une centaine de maires. Au mois de septembre, les accords de désistement avec la SFIO lui permirent l'élection de huit conseillers généraux sur quarante-sept. Le mois suivant, le parti communiste obtint 30,18 % des voix périgordines et deux des cinq députés lors de la désignation à la première assemblée constituante.

Même s'ils n'atteignirent jamais les 10.000 membres revendiqués en 1945, et encore moins, les 13.000 prétendus l'année suivante, les effectifs communistes périgordins se montèrent à 6.000, soit le double des meilleurs moments du *Front populaire*¹⁸⁷. En juin 1946, lors de l'élection des députés à la seconde assemblée constituante, les voix thoréziennes passèrent de 55.820 à 60.667. L'effritement des socialistes plaça encore la SFIO derrière le PCF qui devint alors la première organisation politique du département.

Aux élections législatives de novembre suivant, doté de 64.086 suffrages et du tiers des suffrages exprimés, le parti obtint cinq points de plus que sa moyenne nationale. Il reléguait la liste socialiste en troisième position après le fort retour des radicaux. Mais le panorama se brouilla franchement lors des élections municipales de 1947. Cette année-là, les communistes ne retrouvèrent que la moitié de leurs élus précédents, souvent imposés par les municipalités provisoires de la Libération. Dès les débuts de la guerre froide et sitôt la rupture gouvernementale, un *Front républicain* se constitua souvent au détriment du parti dominant.

Les effectifs et responsables communistes au début des années 1950

Les archives locales du parti communiste, pourtant partiellement existantes, sont restées fermées à la recherche historique et celles du comité central, bien qu'entrouvertes au temps de Robert Hue, n'ont pas suffi à décrypter la situation réelle des effectifs.

Ainsi, il a convenu de se reporter à la surveillance et au suivi des Renseignements généraux même si la grande majorité d'une cinquantaine de cartons des trente années d'après la guerre n'est donc pas encore accessible à la consultation quatorze ans après leur dépôt aux Archives départementales. Par contre, dans le contexte de la guerre froide et celui du déploiement des unités de

187 Contre 804.229 adhérents au plan national (Annie Kriegel, *Les communistes français*).

l'OTAN en France, l'année 1951 fut particulièrement porteuse en informations et elle en est d'autant plus précieuse à la connaissance.

Pour ce qui est des seules Périgueux et Bergerac, il est fait état de 1.360 adhérents sans préciser s'ils étaient tous à jour de leurs cotisations. Pour autant, sans être exhaustive, l'enquête désigne nommément bon nombre des chefs de cellules ou de sections. Parmi eux, les cumuls de fonctions étaient de règle générale¹⁸⁸.

Bergerac, dit fort de 450 encartés, n'avait plus le couple Detez de Drève, Pierre Legendre et Gabriel Chaverou à ses commandes. Pour dix-huit cellules officiellement constituées, cinq responsables aux antécédents diversifiés étaient cités :

- Roger Bellœil, dit Jo, natif de Rouen, ancien résistant FTP, employé d'une coopérative d'alimentation communiste ;
- Raymond Labrot, agent SNCF à la gare de Bergerac, fils et frère de communistes, militant depuis les années 1930, ancien déporté ;
- Raoul Minaut, natif de Gironde, professeur d'éducation physique, militant SNI-CGT ;
- François Viguéra, fils d'un émigré espagnol, ancien maquisard à l'*Armée secrète*, secrétaire de la section de Bergerac et permanent local de la CGT ;
- René Mourguet, passé par l'*Armée secrète* comme les frères Viguéra, syndicaliste CGT et secrétaire de cellule à la Poudrerie nationale¹⁸⁹.

Le feuillet relatif à Périgueux et à ses 910 adhérents annoncés comporte des développements sur une vingtaine de responsables de nouvelle génération traduisant la fêrle serrée de Péron, souvent chargés d'autres tâches périphériques et largement employés des services publics :

- Yvan Bounichou, instituteur, militant SNI-CGT ;
- Firmin Bouvier, ouvrier du bâtiment devenu dirigeant syndicaliste CGT, revenu au PCF après son rapatriement de prisonnier de guerre ;
- Roland Burier, cheminot, militant CGT, ancien légal FTP ;
- Gabriel Cavillac, ancien militant clandestin, dit alors ouvrier du bâtiment ;
- René Chouet, pensionné, ancien déporté politico-résistant, secrétaire départemental de la FNDIRP, inconditionnellement voué à Péron ;
- Marc Daubisse, cantonnier-poseur à la SNCF ;
- Maurice Delmond, vérificateur à l'usine des tabacs ;

188 Dossier « Américains », arch. dép. Dordogne, 5 W 192.

189 Membre d'une famille communiste, comme ses frères Maurice et Max. Parent de l'ancien captif de 1940 Guy Mourguet. Pour autant, son fils entra dans les CRS (entretien avec Christine Mourguet, cousine des intéressés, 29 juin 2016).

- René Dupuy, cheminot, ancien légal FTP ;
- René Durand, ancien FTP, caissier au *Crédit agricole* ;
- Roger Gorse, ouvrier charron aux ateliers ferroviaires, en fait permanent CGT cheminot, secrétaire de cellule communiste d'entreprise et de la section de Périgueux, appelé à succéder à Péron ;
- Mauricette Jamilloux, militante UFF, permanente communiste ;
- Paul Laroumagne, ouvrier ajusteur-tourneur aux ateliers ferroviaires ;
- Henri Laurier, autre cheminot ;
- Simon Mangel, dit Alain, ancien résistant MNCR-FTP, journaliste ;
- Jean Meaux, ouvrier cheminot, fils et frère d'autres communistes ;
- Christiane Péron, épouse du dirigeant départemental, militante UFF et permanente communiste ;
- Georges Perrin, contractuel à l'office des Anciens combattants, fils et époux de militants de la constellation communiste ;
- Jean Pinet, ouvrier peintre aux ateliers ferroviaires, ancien légal FTP, prochain élu municipal à Boulazac ;
- Fernand Puimaille, agriculteur exploitant à Atur, protecteur de Péron lors de ses craintes d'arrestation de 1958.

La direction fédérale du parti communiste en 1952 (1)

« Avant de clôturer leur VII^e Conférence fédérale, les communistes de la Dordogne ont élu leur nouvelle direction fédérale. Il fallait voir comment chaque nom présenté par notre ami Roger Ranoux – qui restera toujours le lieutenant-colonel Hercule – était acclamé par tous les délégués debout.

Vraiment, ce Comité fédéral respire la jeunesse, l'entrain. Choisi parmi les meilleurs militants du département, ces jeunes dirigeants ont conscience de leur rôle et ils le montreront dans les jours à venir ». (2)

Comité fédéral (45 membres dont 7 femmes) (3)

Yves Péron (« ouvrier du bâtiment », Périgueux) ; René Dupuy (cheminot, Périgueux) ; Roger Bellœil (Bergerac) ; René Chouet (pensionné mais dit « ouvrier du bâtiment », Périgueux) ; Charles Chevalier (« ouvrier du bâtiment », Périgueux) ; Roland Burier (cheminot, Périgueux) ; Louis Roux (agriculteur, Excideuil) ; François Viguéra (Bergerac) ; Pierre Meaux (ouvrier, Périgueux) ; Jean Clerc (agriculteur, Mussidan) ; *Marie Marquet* (agricultrice, Firbeix) ; *Mauricette Jamilloux* (employée, Périgueux) ; Jean Meaux (ouvrier, Périgueux) ; René Lafeuillade (cheminot, Périgueux) ; Georges Chaverou (agriculteur, Villamblard) ; *Raymonde Boyer* (Jumilhac-le-Grand) ; Marcel Boisseau (ouvrier EDF, Couze-Saint-Front) ; Raymond Boisset (instituteur,

Thiviers)¹⁹⁰ ; Yves Bancon (employé de l'entreprise SATM, Mussidan) ; Étienne Beynetou (artisan, Excideuil) ; Gaston Daix (ouvrier chaussurier, Neuvic-sur-l'Isle) ; Lucien Dutard (instituteur à Boulazac)¹⁹¹ ; Renaud Geneste (métayer, Vélignes) ; René Frange (Thiviers) ; Alphonse Puybarraud (agriculteur, Thiviers) ; Édouard Rebeyrotte (ouvrier EDF, La Linde) ; *Jeanne Vigier* (agricultrice, Le Buisson) ; Jean Vincent (ouvrier maçon, Ribérac) ; *Marcelle Lanneluc* (institutrice, Piégut-Pluviers) ; Roger Banoux (sic) (en fait, Ranoux, chauffeur, Périgueux) ; Henri Laurier (cheminot, Périgueux) ; Jean Cassinet (Sarlat) ; Pierre Pies (Mussidan) ; Jacques Destruel (instituteur, Saint-Astier) ; *Ginette Gribonval* (Jumilhac-le-Grand) ; Alain Mangel (dit employé, Périgueux) ; Jean Vergnon (employé du Crédit agricole, Périgueux) ; Pierre Passerieux (cheminot, Thiviers) ; Robert Lafaysse (ouvrier électricien, Excideuil) ; René Mourguet (ouvrier, Bergerac) ; *Christiane Péron* (employée, Périgueux) ; Forgeueuf (Piégut-Pluviers) ; Léon Pariès (Saint-Léon-sur-l'Isle) ; René Marquet (agriculteur, Firbeix) ; Roger Gorce (sic) (en fait Gorse, permanent CGT cheminot, Périgueux).

Bureau fédéral (12 membres dont 1 femme)

Yves Péron, Roger Ranoux, René Chouet, Roger Bellœil, René Dupuy, Charles Chevalier, Louis Roux, François Viguéra, Pierre Meaux, Jean Clerc, Jean Cassinet, *Mauricette Jamilloux*.

Secrétariat fédéral (5 membres) (4)

Secrétaire fédéral, Yves Péron.

Membres : Roger Ranoux, René Chouet, René Dupuy, Roger Bellœil.

Commission de contrôle financier

Yves (en fait, Guy) Murat (postier, Périgueux) ; Roland (en fait, Fernand Roulland, Périgueux) ; Julien Fouillou (Saint-Astier) ; René Leblond ; Raymond Jalinié (Ribérac) ; Jousain (Jumilhac-le-Grand) ; Arsène Dumain (instituteur, Sarrazac) ; Fernand Valette (instituteur, Domme).

(1) *L'Écho du Centre* (25 janvier 1952) et *Les Nouvelles de Bordeaux* (29 janvier 1952).

(2) L'année suivante, « la nouvelle direction fédérale du PCF (fut) élue dans un enthousiasme indescriptible » (*Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest* (24 février 1953)).

190 Ancien prisonnier de guerre. Il paraît s'assimiler au 2^e classe du même nom, soldat au 319^e régiment d'artillerie, né à Bréviande (Aube) le 29 décembre 1910, signalé captif en août 1940 (Gillot, Boddart et Lachapelle, *Les prisonniers de guerre du Périgord et de Gironde rattachée*, à paraître).

191 Dutard n'avait pas encore retrouvé de mandat électif. Ce fut le cas l'année suivante quand il devint maire de Boulazac. Cette date est marquante puisqu'en 2016, son successeur direct a attribué le nom de *Studio 53* à une salle de cinéma de la commune.

(3) Les mentions en italiques (femmes) et professionnelles (en gras, les employés et les ouvriers officiels et réels connus) sont le fait de l'auteur. Les noms des localités sont généralement ceux du siège des sections.

(4) En 1953, Roger Belloeil n'appartint plus au secrétariat fédéral, désormais réduit à quatre personnes. En 1954, la 9^e conférence fédérale se tint avec la participation de Pierre Villon, membre du comité central. Éluë « *dans un enthousiasme débordant, sous des tonnerres d'applaudissements* », la direction effective ne compta plus que Péron, Ranoux et Chouet¹⁹². Deux ans après, le comité comptait treize membres mais aucune femme n'appartenait au bureau.

En fait, seulement 4.000 adhérents en 1958

Les Renseignements généraux rendirent des rapports faisant état du durcissement des relations internes et du repliement des communistes sur eux-mêmes. En dépit de campagnes renouvelées, la presse du parti avait encore perdu de nombreux lecteurs. Tel *Bergerac Libre* qui ne tirait plus que 4.800 périodiques par semaine contre 10.000 en novembre 1945. Son « *bouillon* » dépassait 10 % des exemplaires¹⁹³.

Malgré le discours officiel, la fédération peina à enrayer la désaffection militante et le vieillissement de ses adhérents, mais son arrimage protestataire la servit encore. En 1951, s'il perdit ses députés à cause des apparentements, le parti trouva encore 61.517 voix. Remarquablement stable et doté de 61.626 suffrages aux élections législatives anticipées de 1956, il resta la première formation politique en Périgord.

En 1953, en dépit de la défaite de son sortant à La Linde, le PCF sauva les trois-quarts de ses municipalités rurales. En 1957, un canton aussi peu versé en communisme que l'avait été celui de Vélignes détenait encore 90 adhérents officiels et neuf cellules pour treize communes. À La Force, ils étaient dits 57 mais il n'y avait plus que cinq cellules pour douze localités.

L'installation de la V^e République, incarnation du « *pouvoir personnel* » et du « *danger fasciste* », coïncida avec la tenue de XII^e conférence de la fédération périgordine. Au cours de la « *discussion* », de Christiane Péron (UFF) à Jean Vergnon (questions de la jeunesse) ou à l'ancienne intrépide agent du SOE britannique Georgette Robert, les représentants exposèrent la nécessité d'élargir le recrutement et de relancer la diffusion de presse¹⁹⁴.

192 *Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest*, 8 juin 1954.

193 Arch. dép. Dordogne, 1 W 66.

194 Georgette May, épouse Lachaud puis Robert, née le 21 avril 1918 à Périgueux. Elle avait été membre du réseau Nestor-Digger du colonel Buckmaster (entretien avec l'auteur en 2008 ; Gillot et Maureau, *Résistants du Périgord*).

Péron exposa le rapport du comité fédéral par une déclaration aussi péremptoire qu'habituelle : « *Nous voudrions noter le caractère démocratique de notre Parti. Quel autre parti a ce souci ? Pendant trois mois, il ne s'est pas passé de jours sans que dans un quartier ou un village on ne se réunisse pour apporter sa contribution à la définition de la politique du Parti* ». Malgré l'adversité, le dirigeant se dit confiant en l'avenir. Quand il avança les modalités des actions à mener, son habituel alignement reprit le dessus.

Au travers de l'association des élus communistes appelés à devenir « républicains », il tendit à imposer les directives pour éviter tout « *embourgeoisement* » mais il dut composer pour éviter un nouveau reflux municipal¹⁹⁵. Il veilla cependant à ce que l'action ouvrière reste sous le contrôle du parti communiste : « *(Il faut) expliquer que le syndicat ne saurait suffire, que c'est le parti qui montre les causes profondes de l'exploitation capitaliste. Il participe directement à l'organisation des luttes* »¹⁹⁶.

L'ancien ministre socialiste Robert Lacoste se retrouva constituer l'un des acteurs du « *complot d'Alger* ». Les contestataires « *bulletins policiers du genre "Unir" ou "Les Voies Communistes"* » furent placés au rang des « *courants sectaires et opportunistes* » d'un ennemi intérieur. Péron appela à « *un Parti fort et uni* » et, à la faveur de l'engagement de certains dirigeants socialistes dans le concert gaulliste, la constitution d'une nouvelle unité politique refit surface. De « *la paysannerie laborieuse* » aux « *artisans et petits commerçants touchés par la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs des villes et des campagnes* », toutes les catégories sociales furent appelées à un « *front unique des forces démocratiques* ».

Le secrétaire fédéral concéda les torts de la tactique avant tout utilitaire qui avait entouré l'UFF : « *Il faut comprendre qu'il est urgent de corriger ce défaut à un moment où les femmes constituent une force des plus importantes dans les luttes que nous menons* ». Officiellement, 530 adhésions des deux sexes avaient été réalisées dans les six premiers mois de l'année. En fait, derrière ce chiffre se cachaient autant de non renouvellements de timbres et de cartes. De recoupements opérés, il s'avère que les effectifs communistes périgordins s'établissaient alors à un tiers de moins que douze ans plus tôt, soit environ 4.000 membres¹⁹⁷.

195 Voir « *Autoriser les municipalités à augmenter, compte tenu des contingences locales, les taxes d'habitation, sur les locaux industriels et commerciaux, sur le déversement à l'égout...* » (secrétariat national, 17 décembre 1945, archives centrales du PCF).

196 *Le Travailleur de la Dordogne*, 10 juin 1959.

197 La fonction protestataire du parti communiste et l'intégration de ses élus locaux lui permirent de freiner sa perte d'influence. Mais ses adhérents n'en baissèrent pas moins de manière

Par ailleurs, le parti subissait aussi un sensible vieillissement assorti d'une moindre capacité d'obstruction. Pour autant, au début de la V^e République, il restait encore toujours le plus important et le mieux structuré de tous les mouvements politiques du département. À sa tête, toujours ferme dans ses convictions et Sisyphe en son genre, Péron s'échinait chaque jour à remonter le rocher qui roulait vers l'abîme. Pour quinze ans encore, il resterait l'inamovible et tout puissant dirigeant de sa fédération.

*

* *

Dans sa soixante-troisième année, le militant de toute la période stalinienne décéda prématurément d'une longue maladie, à Bordeaux, le 6 juin 1977. L'austère siège communiste de Périgueux, rue de Bordeaux, bardé de grillages anti-grenades, fut « *revêtu des tentures du deuil* ». La presse du parti annonça aussi qu'« *un portrait crêpé de noir rappel(a) le visage si familier du disparu* ». Elle précisa également que le « *le drapeau tricolore et le drapeau rouge rend(ir)ent hommage au patriote et au révolutionnaire* » et une « *garde d'honneur* » veilla la dépouille du défunt.

Un journal du parti publia des photographies de la Libération montrant un altier officier supérieur en uniforme saluant le défilé des troupes à l'été 1944. Selon un discours rodé, la presse communiste trouva aisément les mots de circonstance : « *Une foule immense a rendu un hommage public à Yves Péron. (...) C'est tout un peuple qui porte le deuil d'un des siens, d'un militant aimé et respecté, d'un lutteur des nobles causes, d'un homme dont toute la vie, jusqu'à l'épuisement de ses forces, aura été un combat pour la liberté, pour le socialisme, pour le bonheur. Peu d'hommes auront laissé des marques aussi*

inexorable. En 2006, près de la moitié étaient des « *vétérans* » et la fédération départementale annonçait 2.000 membres (voir conclusion générale). L'inexorable reflux s'est poursuivi au niveau national : en 2016, pour 50.000 adhérents à jour de leur cotisation, il y avait lieu de penser que les effectifs périgordins ne dépassaient guère le demi-millier alors que le vindicatif Mélenchon prétendait à son tour instaurer « *le bruit et la fureur* ». Selon des chiffres plus récents fournis par la fédération périgordine, ses adhérents étaient alors 1.200 dont les trois-quarts à jour de leur cotisation (« *Les communistes en congrès extraordinaire* », *Sud-Ouest*, Dordogne, 12septembre 2017).

profondes et sa disparition est ressentie par des milliers et des milliers de simples gens »¹⁹⁸.

Signe des temps préparatoires du *Programme commun de la gauche*, même le fils d'un adversaire déterminé, le député Alain-Paul Bonnet, fils de l'ancien ministre honni, assista aux obsèques civiles de l'ennemi de son père. De même s'y trouva, Raoul Jarry, éphémère parlementaire socialiste bergeracois du moment. Bien entendu, les élus communistes locaux et régionaux furent très nombreux. Mais alors que le décès de Péron n'avait pris personne par surprise, aucun membre d'importance cardinale de l'appareil national ne se déplaça.

Au nom du comité central, Gaston Plissonnier ne fit qu'adresser un télégramme de condoléances et c'est l'intellectuel Guy Besse, membre du bureau politique et directeur du *Centre d'études marxistes*, qui vint vivifier l'image du parti au travers d'un éloge convenu. Selon lui, Péron avait exercé un « *commandement dans cette armée de la nuit, l'armée de la nation* »¹⁹⁹. Besse s'appuya sur le discours de Ranoux qui venait aussi d'exalter la mémoire de son ancien chef de file²⁰⁰.

Comme l'a souligné l'épouse de Marcel Peyrat, député communiste d'après-guerre qui avait été animateur clandestin en Périgord, même les dirigeants intermédiaires avaient connu la réalité des pays de l'Est et les crimes de masse réitérés en Union soviétique²⁰¹. Pour autant, l'intervention de Besse ne fit état que de la « *clairvoyance* », de l'« *intelligence de l'essentiel* », de l'« *ardeur au combat* », de la « *rapidité de décision et d'exécution* » du défunt secrétaire fédéral. De quoi se demander, dans ces conditions, les causes du retard d'entrée de Péron, au surplus par la petite porte et très largement après guerre, dans l'instance de second ordre du comité central.

198 *L'Écho Dordogne*, 9 juin 1977.

199 Guy Besse, né le 25 novembre 1918 au Buisson, fils d'un cheminot aux ateliers de Périgueux, fut membre du comité central communiste de 1956 à 1985 et directeur des éditions du PCF. Il avait divorcé d'avec l'historienne Annie Kriegel, démissionnaire du parti communiste en 1956 et amie de Stéphane Courtois. À ne pas confondre avec un autre Guy Besse (1934), instituteur, élu conseiller général communiste de Jumilhac-le-Grand en 1967 et maire de La Coquille en 1977, plusieurs fois suppléant non élu à la députation et aux sénatoriales.

200 Par la suite, Ranoux aurait certainement à Péron. D'après Jeantin Mazière qui le connut très bien : « *Il avait acheté une Mercedes. Mais sa femme ne voulait pas de cette voiture allemande et de nouveau riche. Elle le suivait en 2 CV.* » (entretien à Thiviers, janvier 2005). De quoi rappeler que Lénine posséda une Rolls-Royce et que le père du chanteur et comédien Marc Lavoine, cégétiste et communiste, s'enticha autant de conquêtes féminines que d'une Ford Capri (*L'homme qui ment*, Fayard, 2015).

201 Entretiens avec Mauricette Peyrat précités.

Dans les années suivantes, un groupe scolaire de Boulazac prit le nom de l'ancien dirigeant. Une rue du bourg de Saint-Médard-de-Mussidan et une petite place du bourg de Coulounieix, en banlieue de Périgueux, lui furent également dédiées. Une cellule de Périgueux animée par René Chouet prit son nom. Ces témoignages s'avèrent assez piètres pour un département où le Commandeur avait régné plus de trente ans.

Aussi, en 2017, « à la demande de Jacques Auzou, le président du Grand Périgueux », nous a déclaré Laurent Mossion, premier adjoint « républicain » de cette ville, (« à la demande des habitants des HBM » selon la communication officielle) et bien que sans délibération municipale officielle, un square au nom de Péron a été inauguré avec ruban tricolore et la présence du maire « gaulliste » de Périgueux, Antoine Audi²⁰².

De fait, la césure entre les fonctionnaires et les élus communistes s'était poursuivie car aucune voie ne lui a été attribuée à Sarlat dont Louis Delmon a été maire communiste de 1977 à 1989. Pas plus à Saint-Léon-sur-l'Isle dont le maire communiste durant ses sept mandats, Yves Marois, fut à deux reprises son « suppléant désigné » lors des élections législatives²⁰³.

Quelques rénovateurs inspirés par Pierre Juquin et Marcel Rigout attendirent huit ans pour s'inscrire dans une tentative d'action²⁰⁴. Mais, en Périgord, Péron avait organisé sa succession et un membre du comité central était spécialement venu installer son successeur. Celui-ci fut décrit comme « un militant formé à bonne école (...), un militant ouvrier expérimenté et populaire ayant une grande

202 Curieusement, Péron ne possède pas de voie à Trélissac dont le maire Francis Kolbac, en place depuis 1983, est son héritier en intégrisme et a longtemps entretenu d'évidentes collusions politiques avec Yves Guéna avant de les poursuivre avec ses successeurs. En 2020, bien que physiquement diminué, l'ancien truqueur reconnu mais non condamné des élections municipales de 2008 s'est présenté à la tête d'une liste dite « démocratique et citoyenne » avec l'intention bien arrêtée de céder son écharpe à sa fille dans les mois à suivre. Selon la langue de bois, cette liste a été proclamée « expérimentée et tournée vers l'avenir » mais peu renouvelée selon la presse (Juliette Laferrerère, « Francis Kolbac présente sa liste pour un septième mandat », *La Dordogne libre*, 4 février 2020).

203 « Ce n'était pas mon genre... » (entretien avec Yves Marois, 2005).

204 Pierre Juquin (né en 1930), normalien et agrégé d'allemand, député de l'Essonne, avait gravi tous les échelons jusqu'au bureau politique. Marcel Rigout (1926-2014), ouvrier agricole entré au PCF en 1944, devenu tourneur sur métaux, fut quatre fois député de Haute-Vienne, entre 1967 et 1988. Adversaire de Georges Marchais, il fut l'un des quatre communistes du gouvernement de Pierre Mauroy en 1981. Quand il quitta le PCF, il créa une organisation dissidente dénommée *Alternative démocratie socialisme*.

audience de masse »²⁰⁵ . En fait, l'ouvrier cheminot Roger Gorse constituait un secrétaire fédéral totalement élevé au biberon de Péron. Sa dimension ne risquait pas de faire ombre à l'image de son maître à penser. Totalement dévoué à son appareil central, il se montra sans capacité ni même intention de voie alternative. Quand le chat Péron ne fut plus de ce monde, les souris ne dansèrent pas pour autant. Mis en place sur ordre supérieur et ne risquant pas faire de l'ombre à son prédécesseur, Gorse mit cependant tout en œuvre pour briser les reins des « constructifs » de l'époque²⁰⁶ .

Yves Péron, totalement issu du système et sans plus de mérites résistants que de prises de risques, avait été sans état d'âmes et sans autre comportement que l'adulation. Il donna à sa fédération la dimension doctrinaire et directive qui le caractérisait. Pendant près de trente ans, il représenta l'archétype d'une contre-société en retard flagrant sur les aspirations individuelles et déjà en délicatesse avec le monde ouvrier qui lui avait été longtemps largement acquis²⁰⁷ . Il légua à son successeur, bien incapable d'y remédier, un système sclérosé sinon une septicémie veineuse déjà en voie de thrombose létale.

205 Allocution dite de René Nozeray, né en 1898, ancien député du Cher, professeur d'université à Orsay, membre du comité central de 1970 à 1982 (archives de René Chouet).

206 Le proverbe nous a été laissé par le poète de la Pléiade Jean-Antoine de Baïf. Entretien avec Roger Ranoux. Lors du décès de Gorse, la presse locale ne craignit pas de lui consacrer un titre en faisant « *une figure de la résistance et du parti communiste* » de dix-huit ans en 1944.

207 Il y a peu, selon les dires de son secrétaire départemental, l'effectif la fédération des cheminots CGT s'élèverait à 180 membres actifs pour environ quatre fois plus d'ouvriers ferroviaires (*La Dordogne libre*, 30 mai 2016).

Grand Périgueux Habitat
Office Public de l'Habitat

Square Yves Péron

surnommé "Caillou" au sein de la Résistance



Yves Péron
Né le 2 août 1914 à Plounérin, dans le département des Côtes d'Armor
Il vécut au n°12 de la rue Trarieux de 1956 à 1968

Ouvrier du bâtiment, il a tout juste 16 ans lorsqu'il rejoint les Jeunesses communistes, où il occupe rapidement des postes à responsabilité.

Lorsque la guerre éclate, Yves Péron fait l'objet de poursuites en raison du rôle qu'il joue dans l'organisation désormais clandestine du Parti, il est condamné en novembre 1940, par un jugement du tribunal militaire de Périgueux, à 5 ans d'emprisonnement.

Détenu successivement à Agen, Eyzies, Mauzac, Nontron et Bergerac, il parvient finalement

à s'évader en juin 1944 et participe au sein de la Résistance à la libération de la Dordogne, sous le pseudonyme de Caillou.

Il est ensuite élu député de Dordogne de 1946 à 1951 et de 1956 à 1958. Entre temps, il se consacre à la politique locale et devient conseiller municipal de Périgueux de 1947 à 1958.

Il poursuit sa carrière en siégeant au conseil général de la Dordogne et au conseil régional d'Aquitaine de 1972 à 1977.

Yves Péron meurt le 6 juin 1977 à Pujols-sur-Dordogne en Gironde.

A l'origine un ancien chemin vicinal situé dans la paroisse Saint-Martin qui porta le nom de rue des Noyers, la rue Ludovic Trarieux, apparaît le 28 octobre 1928.

A cet endroit, et ce depuis 1950, l'Office HLM disposait en location des terrains devenus propriété de la ville en application du décret du 17 juillet 1908 portant attribution à Périgueux des bâtiments et jardins autrefois occupés par le grand séminaire.

Ces 84 habitations à loyer modéré sont construites à partir de 1950. La ville en fit cession officiellement à Grand Périgueux Habitat le 2 décembre 1954.

Carte postale collection René



Les locataires de la Résidence Trarieux, ainsi que l'Amicale des Locataires CNL 24 ont souhaité rendre hommage à cet homme au destin hors du commun en donnant son nom à ce square.

Panneau en hommage à Yves Péron, Square Yves Péron, à Périgueux.

Principaux entretiens, principales sources d'archives et bibliographiques :

Entretiens renouvelés avec Jean-Marc Berlière, Cécile Bordes-Basso de March, René Caille, Michel Carcenac, René Chouet, Stéphane Courtois, René Coustellier, Jean-Pierre Duhard, Jacques Lagrange, Martial Faucon, Yves Marois, Jeantin Mazière, Jean-Paul Micoine, Max Moulinier, Ferdinand Naboulet, Guy Penaud, Daniel Péron, Roger Ranoux, Luc Rudolph, Gilbert Saussoit, Michel Slitinsky, Alexandre Urban, Brigitte Villa.

Archives départementales de la Corrèze
Archives départementales de la Dordogne
Archives départementales de la Gironde
Archives départementales de la Haute-Vienne
Archives de la justice militaire (Le Blanc, Indre)
Archives du comité central du parti communiste français
Archives personnelles de René Chouet

Principaux ouvrages et publications :

Beaubatie (Gilbert) et Gillot (Jean-Jacques), direct. et contribut., *Le Périgord d'une guerre mondiale à l'autre* (vingt-deux coauteurs, préface de Stéphane Courtois, Geste éditions, 2014)

Carcenac (Michel), *Les combats d'un ingénu* (autoédition, Le Hérisson, 2013)

Gillot (Jean-Jacques) et Lagrange (Jacques), *L'épuration en Dordogne selon « Doublemètre »* (Pilote 24 éditions, 2002).

Gillot (Jean-Jacques) et Lagrange (Jacques), *Le partage des milliards de la Résistance* (Pilote 24 éditions, 2004).

Gillot (Jean-Jacques), *Les communistes et le parti communiste français en Périgord, 1917-1958. Essai monographique d'histoire sociale et politique* (thèse d'université, Bordeaux III, 2007).

Gillot (Jean-Jacques), *Les communistes en Périgord, 1917-1958* (version grand public de sa thèse universitaire, préface de Stéphane Courtois, directeur de recherches au CNRS, Pilote 24 éditions, 2007).

Gillot (Jean-Jacques) et Maureau (Michel), *Résistants du Périgord* (préface de Gérard Fayolle, Sud-Ouest, 2011).

Gillot (Jean-Jacques) et Audoux (Pascal), *Les mystères du Périgord* (préface de Jacques Lagrange, de Borée, 2013).

Gillot (Jean-Jacques), *Chroniques des années de guerre en Périgord* (préface de Jean-Marc Berlière, professeur à l'université de Dijon, de Borée, 2013).

Gillot (Jean-Jacques) et Lagrange (Jacques), *On l'appelait « Doublemètre ». Mercenaire de l'épuration en Périgord, homme des arts à Paris* (préface de Jean-Marc Berlière, L'Îlot, 2018).

Gillot (Jean-Jacques), Boddart (Francis-André) et Lachapelle du Bois (Guy-Francis), *Los Embarbelats. Plus d'un millier de prisonniers de guerre parmi beaucoup d'autres. Périgord, 1939-1945* (préface bilingue franco-occitan de Christian Bonnet, professeur à l'université de Clermont-Ferrand, autoédition, 2019-2020).

Gillot (Jean-Jacques), Boddart (Francis-André) et Lachapelle du Bois (Guy-Francis), *Les Oubliés de l'Histoire. Les prisonniers de guerre du Périgord et de Gironde rattachée* (série à paraître).

Laroche (Jean-Pierre), *Chroniques des années de plomb en Périgord* (à paraître).

Maitron (Jean) et al., *Dictionnaire biographique du monde ouvrier français*.

Penaud (Guy), *Histoire de la Résistance en Périgord* (Fanlac, 1985).